

L'Europe enlisée dans le gaz

**Les lobbies derrière la politique européenne
de développement des infrastructures gazières**



Le lobbying de l'industrie gazière pourrait enfermer l'Europe dans 40 à 50 années supplémentaires de dépendance envers les énergies fossiles. L'industrie du gaz a dépensé plus de 100 millions d'euros en 2016 pour son lobbying, alors que les organisations défendant l'intérêt général, qui s'opposent au développement des infrastructures gazières, ont dépensé à peine 3% de cette somme. En conséquence de quoi l'Union européenne semble avoir accepté le discours de l'industrie selon lequel le gaz serait une source d'énergie « propre », partenaire naturel des renouvelables. Sous l'influence du lobby gazier, la Commission européenne et les gouvernements nationaux ont choisi de financer une kyrielle de nouvelles infrastructures gazières souvent controversées, au lieu de transformer notre système énergétique en tirant profit du vent, du soleil et des vagues et en réduisant notre consommation. Ce faisant, ils renient les engagements pris dans le cadre de l'Accord de Paris sur le climat et enferment l'Europe et ses pays fournisseurs dans 40 à 50 années supplémentaires d'utilisation de gazoducs et autres infrastructures gazières. Avec des conséquences dramatiques pour le climat, les communautés locales et leur environnement tout au long de la filière gaz.



Tables des matières

Corporate Europe Observatory est un groupe de recherche et d'action dénonçant et contestant l'influence disproportionnée des entreprises privées et de leurs lobbyistes sur les processus décisionnels de l'Union européenne.

L'Observatoire des multinationales est un site d'information et d'investigation sur les activités des grandes entreprises françaises partout dans le monde et sur leurs impacts sociaux, environnementaux et démocratiques.

La fédération des **Amis de la Terre France** est une association de protection de l'Homme et de l'environnement, à but non lucratif, indépendante de tout pouvoir politique ou religieux, membre des Amis de la Terre International.

Attac France, fondée en 1998, est une association qui milite pour la justice sociale et environnementale, et conteste radicalement le pouvoir pris par la finance sur les peuples et la nature

Le contenu de cette publication peut être cité ou reproduit dans un but non commercial, à condition de citer Corporate Europe Observatory et l'Observatoire des multinationales.

Octobre 2017

Publié par
Corporate Europe Observatory,
l'Observatoire des multinationales, les
Amis de la Terre France et Attac France.

Écrit par
Belén Balanyá &
Pascoe Sabido

Éditeurs :
Katharine Ainger &
Ronnie Hall

Traduction et pages supplémentaires
en français :
Albert Caille et Olivier Petitjean

Ont également contribué à l'élaboration
de ce rapport :
Vicky Cann
Margarida da Silva
Samuel García-Sosa
Elena Gerebizza
Fabian Huebner
Frida Kieninger
Alfons Pérez
Olivier Petitjean
Oscar Reyes
Antoine Simon
Xavier Sol
et, pour la version française :
Cécile Marchand,
Juliette Renaud et
Maxime Combes

La version française de ce document
a été en partie réalisée avec le soutien
financier de l'Open Society Initiative for
Europe des Open Society Foundations.

Introduction	4
■ Encadré 1. Le gaz : une passerelle qui ne mène nulle part	4
■ Encadré 2. L'UE, un partenaire consentant	5
Première partie. La puissance de feu de l'industrie gazière	6
À quoi l'industrie gazière dépense son argent	6
■ Encadré 3: Comprendre les données	7
Gros fusils : les plus importants budgets de lobbying à Bruxelles	8
■ Encadré 4. Sous le radar : les absents du registre	9
■ L'ENTSO-G et les projets d'intérêt commun	10
■ Encadré 5. La fable du gaz « propre »	11
La filière gaz	12
■ Le Trans Adriatic Pipeline – une étude de cas	16
Seconde partie. Canaux d'influence	18
Les cabinets de relations publiques au service du lobby gazier	18
Association professionnelles : les voix qui portent le plus	20
Groupes consultatifs et de haut niveau	21
■ Encadré 6. Mainmise sur les lobbies des renouvelables	21
■ Étude de cas : MidCat – l'Espagne catapultée au centre du marché européen du gaz	23
Portes tournantes	25
■ Encadré 7. Hommes politiques espagnols à travers les portes tournantes	25
Conclusion	26
■ Encadré 8. Un pare-feu contre les gros pollueurs	26
Recommandations	27
Gros plan sur les lobbies français du gaz	28
Liste des graphiques	
Graphique 1. Industrie versus intérêt public	6
Graphique 2. Les dix plus gros budgets de lobbying à Bruxelles	8
Graphique 3. Carte des projets d'intérêt commun	9
Graphique 4. La filière gaz	12
Graphique 5. Top 5 des producteurs	13
Graphique 6. Top 5 des constructeurs et gestionnaires d'infrastructures	14
Graphique 7. Top 5 des gros consommateurs	15
Graphique 8. Consultants et clients	18
Graphique 9. Associations professionnelles	20

Introduction

Leur objectif est de garder l'Europe accroc aux énergies fossiles, afin de préserver leur modèle commercial pour quelques décennies de plus. Ils revêtent la parure des renouvelables pour se présenter comme le carburant « propre » de l'avenir. Ils paient une armée de lobbyistes, de mercenaires des relations publiques, de cabinets d'avocats, de think tanks et d'associations professionnelles pour influencer les décideurs. Ils parlent de sécurité énergétique en passant sous silence l'insécurité créée par le changement climatique. Ce sont les lobbies européens du gaz, suffisamment puissants pour que lorsqu'ils expriment leurs vœux en termes d'infrastructures gazières, l'Union européenne (UE) les exauce.

Comme le montre l'analyse réalisée par Corporate Europe Observatory, le lobby gazier est un acteur de poids à Bruxelles, avec des dépenses de plus de 100 millions d'euros en 2016. L'industrie du gaz a déployé plus d'un millier de lobbyistes et obtenu pas moins de 460 rendez-vous avec les deux commissaires européens en charge du climat et de la politique énergétique de l'Union au cours des deux années et demi écoulées.¹

A contrario, les organisations citoyennes qui s'opposent à cette nouvelle génération d'infrastructures gazières² ont à peine dépensé l'équivalent de 3% (3,4 millions d'euros) du budget de l'industrie, et n'ont obtenu qu'un neuvième de ses rendez-vous (51) avec le commissaire en charge du climat et de l'énergie, Miguel Arias

Cañete, et le vice-président de la Commission en charge de l'union de l'énergie, Maroš Šefčovič.

L'industrie gazière peut compter sur le soutien actif de la Commission européenne et des gouvernements nationaux. Les institutions européennes ont même créé leur propre structure de lobbying au profit de l'industrie gazière (VOIR LA SECTION CONSACRÉE À L'ENTSO-G), et lui ont confié la tâche d'évaluer l'évolution de la demande en gaz (qu'elle a systématiquement

surestimée) ainsi que de proposer de nouveaux gazoducs et terminaux de gaz naturel liquéfié (GNL, refroidi jusqu'à sa liquéfaction en vue de son transport) pour répondre à cette demande imaginaire. L'Union européenne et les États membres ont ensuite offert aux membres de ce groupe le soutien politique et financier nécessaire pour

construire ces infrastructures : un vrai cadeau de Noël.

Vis-à-vis du public, l'industrie gazière prétend que son énergie fossile est « propre » et « renouvelable », qu'elle constitue une « passerelle vers l'avenir » et un « partenaire naturel » des énergies renouvelables intermittentes (VOIR ENCADRÉ 5 : LA FABLE DU GAZ « PROPRE »). Aussi peu crédibles que soient ces discours, l'influence de l'industrie a poussé la Commission et les États membres à s'embarquer dans un programme de construction d'infrastructures gazières se chiffrant en milliards d'euros, en vue de créer un marché intégré du gaz à l'échelle de toute l'UE, permettant aux industriels et aux négociants d'acheter et vendre du gaz en un

Le lobby gazier est un acteur de poids à Bruxelles, avec des dépenses de plus de 100 millions d'euros en 2016

ENCADRÉ 1

Le gaz, une passerelle qui ne mène nulle part

Qu'il s'agisse de gaz européen ou de gaz importé, l'extraction et le transport des gaz conventionnels et non conventionnels (extraits par fracturation hydraulique) entraînent de graves répercussions sociales et environnementales, qui ne feront que s'accroître avec le développement de nouvelles infrastructures gazières sur le continent. La fracturation hydraulique, qui nécessite des volumes importants d'eau et de produits chimiques et qui pollue les nappes phréatiques, a des impacts particulièrement dévastateurs pour les communautés locales et l'environnement. Or, comme se plaint cet activiste anti-gaz de schiste en Algérie : « Toutes les richesses viennent de sous nos pieds, toutes ces multinationales arrivent dans notre pays et nous n'en profitons pas.³ »

L'exploitation du gaz conventionnel a elle aussi des impacts sérieux. Aux

Pays-Bas, le gouvernement a été pressé de restreindre l'exploitation du gisement gazier de Groningue après que des tremblements de terre à répétition ont endommagé des milliers de maisons.⁴ L'impulsion actuelle pour construire de nouvelles infrastructures gazières entraîne le déplacement forcé de populations, par exemple sur le tracé des gazoducs. Les groupes Platform et Re:Common ont documenté de nombreuses violations des droits fonciers sur le tracé du méga gazoduc prévu pour relier la mer Caspienne à l'Europe.⁵ En Azerbaïdjan, d'où doit-il partir, ceux qui contestent le projet sont réprimés et emprisonnés (VOIR L'ÉTUDE DE CAS SUR LE TAP).

L'impact du gaz sur le climat est également énorme. Même s'il est décrit par l'industrie comme « propre », ou comme une « passerelle » vers les énergies renouvelables, le gaz est aussi nocif que les autres combustibles fossiles, sinon

pire. Certes, la combustion du gaz émet moins de dioxyde de carbone que celle du charbon ou du pétrole. Mais le gaz naturel est en grande partie composé de méthane, qui, sur une période de 10 ans, est 100 fois plus puissant que le CO₂ en termes de contribution à l'effet de serre.⁶ Il s'avère aussi que les taux de fuite du gaz aux stades de la production et du transport sont beaucoup plus élevés qu'on ne le pensait auparavant. C'est la raison pour laquelle le scientifique américain Robert Howarth conclut que « le gaz naturel est une passerelle vers nulle part ». Selon lui, même si nos sociétés éliminaient complètement leurs émissions de CO₂ demain, mais sans rien faire au sujet du méthane, la planète se réchaufferait encore jusqu'à atteindre le seuil dangereux de 1,5°C à 2°C d'ici 15 à 35 ans.⁷

clin d'oeil. Ce programme est basé sur une liste de « Projets d'intérêt commun » (PIC ou PCI en anglais, des projets priorités par l'UE et bénéficiant d'un soutien politique et logistique renforcé) proposée par l'industrie, affinée par les gouvernements et finalisée par la Commission. La prochaine mise à jour bisannuelle de la liste des PIC devrait avoir lieu d'ici la fin de l'année 2017 (VOIR ENCADRÉ 2 : L'UE, PARTENAIRE CONSENTANT).

Derrière les beaux discours de l'industrie se cache une réalité très différente. Le gaz est une source d'énergie fossile désastreuse pour le climat, au moins autant que le charbon (VOIR ENCADRÉ 1 : LE GAZ, UNE PASSERELLE QUI NE MÈNE NULLE PART). Il est aussi source de dévastation pour de nombreuses communautés riveraines des sites de forage ou des infrastructures gazières et pour leur environnement. La plupart des États appelés à satisfaire la demande prétendument croissante de l'Europe sont gouvernés par des régimes ne respectant pas les droits humains, comme l'Azerbaïdjan (VOIR L'ÉTUDE DE CAS SUR LE TAP). L'une des raisons géopolitiques de cette nouvelle poussée d'infrastructures gazières est la volonté de l'Europe de réduire sa dépendance envers la Russie et son gaz. En réalité, grâce entre

L'une des raisons géopolitiques de cette nouvelle poussée d'infrastructures gazières est la volonté de l'Europe de réduire sa dépendance envers la Russie et son gaz. En réalité, grâce entre autres aux politiques d'efficacité énergétique et de développement des renouvelables, la demande de gaz au sein de l'Union européenne affiche une baisse de 13 %

autres aux politiques d'efficacité énergétique et de développement des renouvelables, la demande de gaz au sein de l'Union européenne affiche une baisse de 13 % par rapport à 2010⁸, de sorte que plus des trois quart des infrastructures de GNL existantes restent inutilisées.⁹ Selon l'Agence internationale de l'énergie, la demande de gaz dans l'UE devra encore baisser de 40%

d'ici 2040 si l'Union veut respecter les engagements pris dans le cadre de l'Accord de Paris lors de la COP21.¹⁰ Logiquement, l'Union européenne devrait imposer un moratoire sur la construction de toute nouvelle infrastructure gazière plutôt que d'encourager au développement de projets qui, soit enfermeront le continent et ses pays fournisseurs dans 40 ou 50 années supplémentaires de consommation de gaz, soit se transformeront rapidement en « actifs inutiles » et en gouffres financiers, tout cet argent ayant été investi pour rien. Il serait bien plus rationnel de rediriger l'énorme capital financier et politique investi aujourd'hui dans ces projets gaziers vers les énergies solaire, éolienne et houlomotrice (issue des vagues) et vers la réduction de nos consommations.

ENCADRÉ 2

L'UE, partenaire consentant

L'UE s'est montrée très sensible aux pressions de l'industrie et des États membres, et a mis en place des politiques qui apportent au secteur gazier un soutien législatif, politique et financier considérable.

Union de l'énergie : Depuis 2015, c'est le cadre global des politiques énergétiques européennes et l'une des priorités de la Commission, avec pour objectif de créer un marché gazier intégré au niveau européen et réduire la dépendance de l'UE vis-à-vis du gaz russe, le tout afin de bénéficier d'une source d'énergie « sûre, soutenable et abordable ». Le conflit russo-ukrainien et la crise gazière qui en a résulté en 2005-2006 lui ont servi de catalyseur. L'Union de l'énergie apporte un soutien institutionnel crucial à de nouvelles infrastructures transfrontalières controversées telles que les gazoducs MidCat (VOIR L'ÉTUDE DE CAS), le gazoduc géant Caspienne-Europe (VOIR L'ÉTUDE DE CAS), ou encore le « Baltic Pipe », un projet de gazoduc entre le Danemark et la Pologne.

Réseaux transeuropéens d'énergie :

La directive RTE-E vise à relier les infrastructures énergétiques des pays de l'UE pour l'électricité, le pétrole et le gaz. Dans le cadre de la directive « Projets d'intérêt commun » (PIC), des projets d'infrastructure transfrontaliers sont sélectionnés tous les deux ans et bénéficient d'une procédure accélérée et d'un financement potentiel de l'UE dans le cadre du Mécanisme pour l'interconnexion en Europe (MIE). La liste inclut actuellement 77 projets gaziers, dont les gazoducs TAP et MidCat (VOIR LES ÉTUDES DE CAS) et des terminaux massifs pour la regazéification du GNL. Une nouvelle liste de projets doit être élaborée avant la fin de l'année 2017. Le lobby industriel ENTSO-G (VOIR LA SECTION DE CE RAPPORT QUI LUI EST CONSACRÉE) joue un rôle clé dans la sélection des projets qui deviendront des PIC, aux côtés de la Commission et des gouvernements nationaux.¹¹

Paquet hiver : La proposition présentée par la Commission en 2016 inclut deux dispositions particulièrement

intéressantes pour l'industrie gazière, la « Stratégie pour le GNL et le stockage du gaz » et le « Règlement sur les mesures visant à garantir la sécurité de l'approvisionnement en gaz ». Toutes deux renforcent la ruée gazière en garantissant que davantage d'infrastructures sont construites pour répondre à la demande (surestimée) et aux crises potentielles.

Troisième paquet énergétique :

C'est depuis 2009 le cadre global régissant le marché intérieur du gaz et de l'électricité. Conçu pour ouvrir les marchés de l'Union européenne, il dissocie les fournisseurs d'énergie des opérateurs de réseau, ce qui a profondément transformé le secteur gazier européen.¹² La mise en œuvre de ce paquet reste une priorité, tout comme la création de nouveaux « hubs de négoce », dans le cadre desquels entreprises gazières et négociants de matières premières pourront acheter et vendre du gaz en un instant, au lieu de passer par des contrats garantis d'approvisionnement à long terme.

PREMIÈRE PARTIE

La puissance de feu de l'industrie gazière

Au vu de la puissance de feu de l'industrie gazière en termes de lobbying, ceux qui se battent pour un avenir sans énergies fossiles sont clairement confrontés à une bataille de David contre Goliath. En termes de ressources dépensées, de lobbyistes et de rendez-vous obtenus avec les deux commissaires européens en charge de l'énergie et du climat, l'industrie affiche une supériorité écrasante sur les organisations civiles et environnementalistes.

Faut-il dès lors s'étonner que la politique énergétique actuelle de l'UE donne la priorité au gaz, avec pour conséquence d'enfermer l'Europe – et tous les pays qui l'approvisionnent – dans une trajectoire désastreuse à la fois pour le climat et pour les communautés qui vivent tout au long des diverses « routes du gaz » aujourd'hui envisagées ?

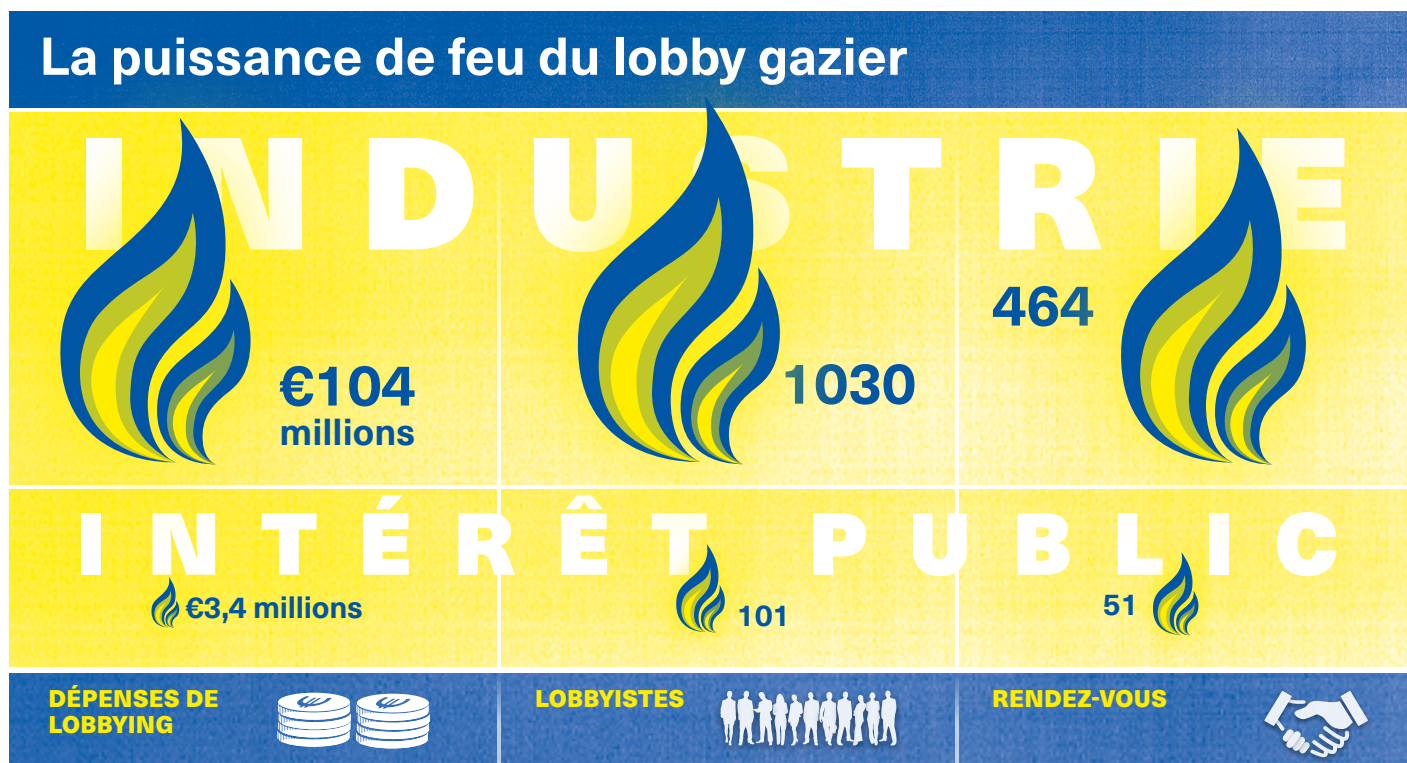
environnementalistes et les autres groupes qui contestent le gaz affichent des dépenses d'un peu plus de 3,4 millions d'euros en lobbying, l'industrie a elle dépensé 104 millions d'euros en tout, déployant une armée de plus de 1000 lobbyistes, à quoi s'ajoutent 79 contrats passés avec des firmes de lobbying ou des cabinets d'avocats (VOIR LA SECTION SUR LES CABINETS DE CONSULTANTS).

Ces ressources leur permettent de suivre de près et d'influencer des processus législatifs complexes à toutes leurs étapes, de s'assurer des rencontres avec les principaux décideurs, d'organiser des événements au sein même des institutions européennes, de sponsoriser des médias ou des institutions culturelles et universitaires, et d'apporter leur contribution au sein des groupes d'experts de haut niveau chargés par la Commission européenne de donner forme à notre futur système énergétique.

À quoi l'industrie gazière dépense son argent

Selon les chiffres les plus récents du registre des lobbies de l'UE¹³ (VOIR ENCADRÉ 3 : COMPRENDRE LES DONNÉES), les dépenses de lobbying de l'industrie gazière à Bruxelles – ce qui inclut des entreprises impliquées à tous les niveaux de la filière, depuis l'extraction jusqu'à la consommation finale en passant par le transport – excèdent celles des groupes défendant l'intérêt général par un facteur de 30. Tandis que les organisations

La politique énergétique actuelle de l'UE donne la priorité au gaz, avec pour conséquence d'enfermer l'Europe – et tous les pays qui l'approvisionnent – dans une trajectoire désastreuse



Le lobby gazier domine de manière écrasante les groupes défendant l'intérêt général à Bruxelles, avec 30 fois plus de dépenses et 10 fois plus de lobbyistes.

Pour les lobbyistes, bénéficier d'un accès privilégié aux principaux décideurs est crucial. Entre novembre 2014 et août 2017, les industriels du gaz ont obtenu plus de 460 rendez-vous avec le commissaire européen pour l'action pour le climat et l'énergie, Miguel Arias Cañete, et avec le vice-président pour l'Union de l'énergie, Maroš Šefčovič, et avec leurs cabinets.

Les lobbyistes de l'industrie gazière sont presque comme chez eux dans les bureaux de ces deux commissaires : huit de leurs principaux visiteurs sont issus du secteur. La compagnie pétrolière et gazière Shell – qui vient d'investir 14 milliards de dollars dans la plus grosse plateforme flottante de GNL au monde¹⁴ – est venue 19 fois, et le consortium en charge du Trans Adriatic Pipeline (TAP), partie prenante du très controversé méga gazoduc Caspienne-Europe (VOIR L'ÉTUDE DE CAS SUR LE TAP), est venu 18 fois.

Il est plus que probable (bien qu'impossible à vérifier) que l'industrie gazière a également rencontré à de nombreuses reprises des fonctionnaires de la Commission aux échelons inférieurs. Seuls les rendez-vous avec l'échelon supérieur sont rendus publics, et la Commission a refusé de produire une liste des rendez-vous entre l'industrie gazière et tous les fonctionnaires de la DG Énergie et de la DG Climat quels qu'ils soient.¹⁵ Pourtant, les interactions avec les petits fonctionnaires de la Commission chargés des aspects



Le commissaire à l'action climatique et à l'énergie, Miguel Arias Cañete, et le vice-président de la Commission en charge de l'Union de l'énergie, Maroš Šefčovič, ont mis en place une politique de portes ouvertes à l'industrie depuis leur prise de fonctions en novembre 2014.

techniques sont cruciales – tout bon lobbyiste vous confirmera que c'est là que sont les informations essentielles et que le vrai travail se fait. C'est d'ailleurs l'une des raisons pour lesquelles les firmes de lobbying qui travaillent pour l'industrie gazière sont si promptes à embaucher d'anciens fonctionnaires européens (VOIR PORTES TOURNANTES).

ENCADRÉ 3

Comprendre les données

Ce rapport est une première tentative de cartographie des dépenses de lobbying de l'industrie gazière, sur la base du registre de transparence de l'Union européenne. Les limites de celui-ci et son caractère volontaire ont parfois nui à l'analyse. Par exemple, 40% de entreprises gazières que nous avons identifiées ne figurent pas du tout dans le registre (VOIR ENCADRÉ 4 : SOUS LE RADAR). En outre, notre méthodologie de recherche permet à de nombreuses entités qui font du lobbying sur le gaz de passer à travers les mailles du filet – comme le producteur d'engrais Yara, qui participe pourtant au Groupe de coordination gaz mis en place par la Commission européenne – simplement parce que les mots « gaz » ou « GNL » ne figuraient pas dans leur entrée au registre (VOIR L'ANNEXE MÉTHODOLOGIQUE DANS LA VERSION ORIGINALE ANGLAISE DE CE RAPPORT).

En plus de rechercher certains mots-clés dans la base de données du registre de transparence, nous avons répertorié les organisations qui ont répondu aux principales consultations liées au gaz,¹⁶ celles qui ont proposé de construire des « Projets d'intérêt commun » (PIC), les membres de l'ENTSO-G, et celles qui ont rencontré les deux commissaires chargés du climat et de l'énergie pour parler de gaz ou qui sont issues de ce secteur. La liste complète a ensuite été vérifiée une

deuxième fois pour s'assurer que toutes les organisations pouvaient effectivement être considérées comme relevant de l'industrie gazière.

Les chiffres donnés dans ce rapport sont basés sur l'addition des dépenses complètes de lobbying déclarées par ces organisations au registre, de leur nombre de lobbyistes et de leur nombre de rendez-

40% de entreprises gazières que nous avons identifiées ne figurent pas du tout dans le registre

vous avec les commissaires européens pertinents et leurs cabinets. Néanmoins, le registre de l'UE est un dispositif volontaire, ce qui entraîne un problème bien connu de fiabilité des données, souvent sous- ou surestimées. En outre, le manque de précision du registre empêche de savoir quelles ressources sont spécifiquement dédiées au lobbying sur le gaz ou sur d'autres dossiers (comme les produits chimiques, le charbon, le fret ou les marchés de l'électricité). Ce qui rend difficile d'évaluer exactement les dépenses de lobbying sur le gaz.

Dans ce rapport, nous nous basons sur la limite supérieure des dépenses déclarées, par exemple 200 000 euros lorsqu'une structure se classe dans la tranche

€100 000-€200 000. Nous avons par ailleurs découvert de nombreux exemples d'entreprises sous-déclarant de manière flagrante leurs dépenses. Ainsi, Cuadrilla, entreprise britannique spécialisée dans le gaz de schiste, a déclaré un budget total de lobbying de 25 000 euros dans le registre de transparence de l'UE, mais selon les comptes du cabinet de lobbying FTI

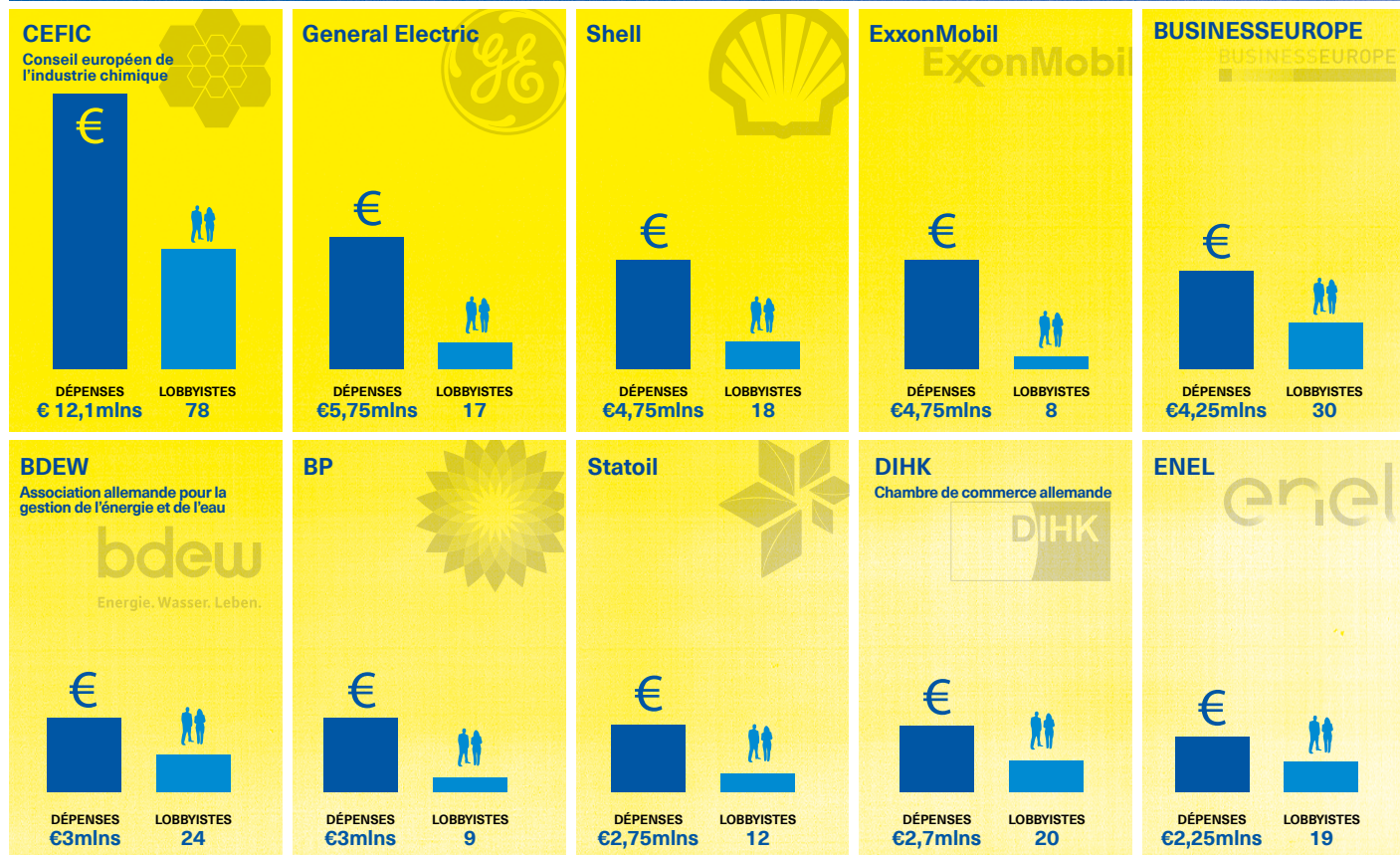
Consulting, Cuadrilla lui a versé 100 000 euros pour ses services.

En ce qui concerne les rendez-vous avec les commissaires, s'ils sont rendus publics, le

sujet discuté et les notes officielles sont habituellement si vagues qu'il est souvent impossible de savoir s'il y a été question de gaz ou non. Du fait de cette limitation, nous avons comptabilisés tous les rendez-vous impliquant un acteur de l'industrie gazière.

En somme, les chiffres donnés ici mettent en lumière la puissance de feu dont disposent les industriels du gaz, mais nous ne sommes pas en mesure d'affirmer avec certitude que toutes ces ressources ont effectivement été utilisées pour influencer les législations européennes relatives au gaz. Les informations que nous révélons contribuent cependant à mettre au jour le monde trouble du lobbying gazier.

La puissance de feu de lobby gazier : les plus grosses dépenses de lobbying à Bruxelles



Les dix plus importants lobbies pro-gaz à Bruxelles représentent à eux seuls 45% des dépenses de lobbying en faveur du gaz, avec 235 lobbyistes et 95 rendez-vous avec les commissaires européens en charge du climat et de la politique énergétique.

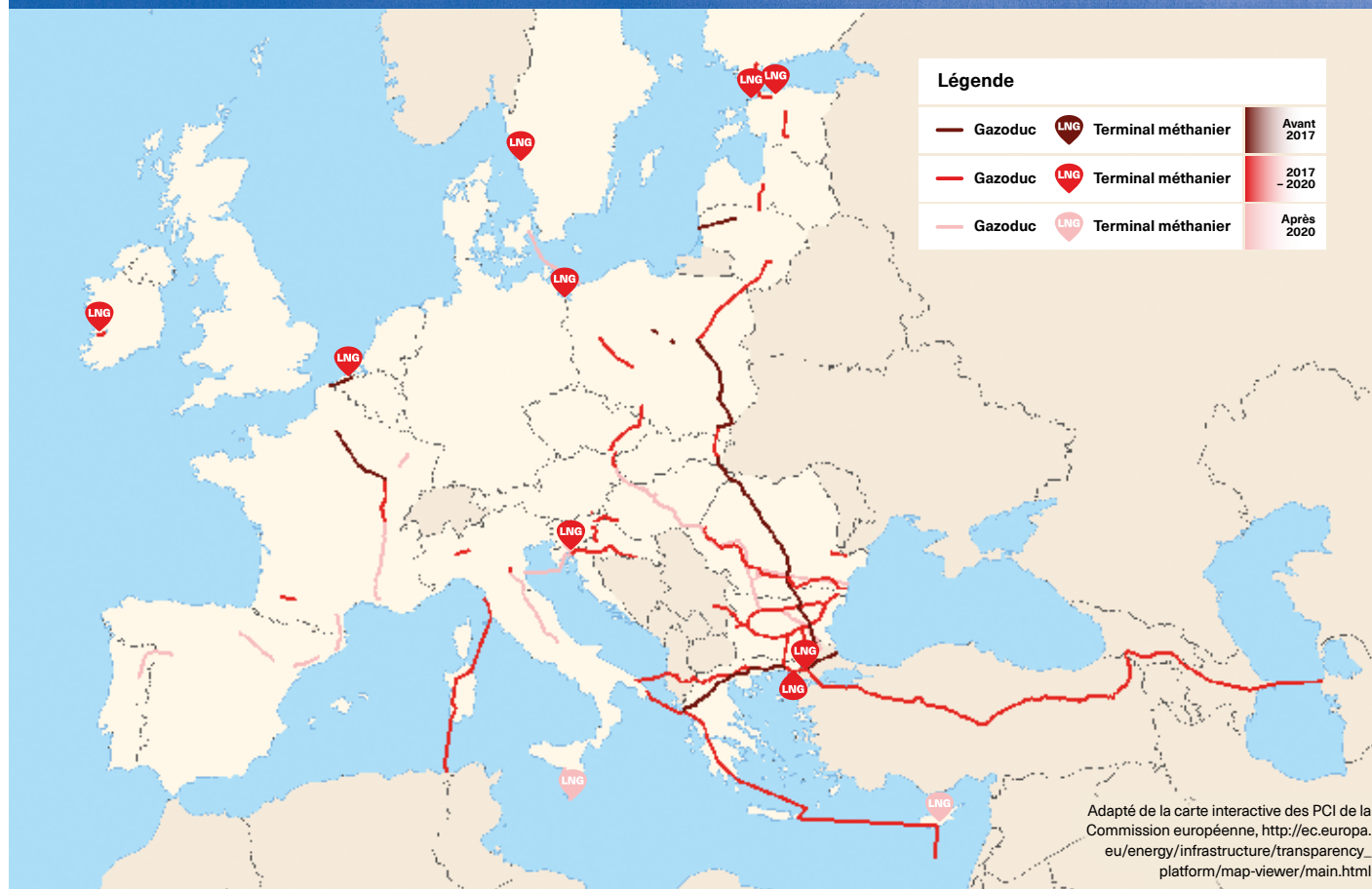
Gros fusils : les plus importants budgets de lobbying à Bruxelles

Le lobby lié à l'industrie gazière qui dépense le plus à Bruxelles est le **Cefic**, Conseil européen de l'industrie chimique. Avec un budget de plus de 12 millions d'euros et 82 lobbyistes, c'est l'une des voix les plus puissantes de Bruxelles. Le Cefic et ses membres – parmi lesquels la multinationale américaine Dow Chemical, le géant allemand BASF, le britannique Ineos et le groupe franco-belge Solvay (tous représentés au conseil d'administration),¹⁷ sont des partisans enthousiastes de l'arrivée du gaz de schiste en Europe¹⁸ et de l'importation de gaz de schiste américain, notamment en vue de son utilisation comme matière première dans la production de produits chimiques et de plastiques.¹⁹ Cette ouverture du marché européen aux importations de gaz de schiste américain était l'une des principales revendications du Cefic dans le cadre des négociations commerciales avortées entre Union européenne et États-Unis de 2013 à 2016, lesquelles devaient déboucher sur l'accord de libre-échange Tafta (pour l'anglais *Trans Atlantic Free Trade Agreement*).²⁰ **General Electric** figure en seconde position, avec 6,5 millions de dépenses. La firme américaine propose ses services tout au long de la chaîne gazière. Sa division dédiée à la prospection et à la production de pétrole et de gaz est en plein développement, et celle consacrée à la fabrication de turbines pour les centrales électriques au gaz a pris une nouvelle ampleur avec l'acquisition d'Alstom en 2015.²¹

Le « top 10 » des plus gros dépensiers de Bruxelles en termes de lobbying inclut quatre poids lourds du pétrole et du gaz, avec un total cumulé de 15,25 millions d'euros de dépenses et 47 lobbyistes directement employés. Ils incluent **Shell** et **BP**, qui ont également mis à profit leur siège au conseil consultatif de la prestigieuse École de gestion de Rotterdam pour influencer la perception de l'industrie par les étudiants.²² Aux côtés de **Statoil**, en huitième position, de Total et de quelques autres, ils ont lancé en 2015, juste avant la tenue de la Conférence climat de Paris (COP21), l'« Initiative climatique de l'industrie du pétrole et du gaz » (*Oil and Gas Climate Initiative*). L'objectif de cette initiative était de redorer le blason de leurs activités gazières en les présentant comme « bas carbone » et comme une solution au réchauffement climatique.²³ **ExxonMobil**, la quatrième major pétrolière à figure dans ce top 10, a néanmoins refusé de se joindre aux autres, son patron d'alors Rex Tillerson (aujourd'hui ministre du président américain Donald Trump) déclarant qu'il n'avait pas l'intention de « faire semblant » sur le changement climatique.²⁴

La puissante fédération patronale **BusinessEurope** occupe la cinquième place avec plus de 4,25 millions d'euros de dépenses de lobbying. Elle plaide avec ardeur pour un approvisionnement en gaz sécurisé et abondant, afin de maintenir des coûts de production bas pour ses membres dans les industries à forte intensité énergétique.²⁵ Avec ses 30 lobbyistes et sa connaissance intime de la fabrique des politiques européennes, elle fréquente si assidûment les bâtiments de la Commission qu'on se demande pourquoi elle ne paie pas un loyer (VOIR ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES).

Gazoducs et terminaux méthaniers soutenus par l'UE en tant que "Projets d'intérêt commun"



Expertement guidés par les lobbyistes de l'industrie gazière, la Commission européenne et les gouvernements nationaux souhaitent construire une nouvelle vague de terminaux méthaniers et de gazoducs.

ENCADRÉ 4

Sous le radar : les absents du registre

Quatre organisations sur dix parmi celles que nous avons identifiées comme exerçant un lobbying actif sur les dossiers liés au gaz (VOIR ENCADRÉ 3 : COMPRENDRE LES DONNÉES) ne figurent pas au registre de transparence de l'UE, ce qui signifie que nous ne disposons pas de chiffres précis sur les ressources qu'elles consacrent au lobbying.

La quasi totalité – plus de 90% – des entreprises qui proposent des « Projets d'intérêt commun » sont absentes du registre. C'est le cas par exemple de LNG Croatia LLC, le consortium public derrière le terminal méthanier de Krk, lequel a pourtant reçu 101 millions d'euros via le Mécanisme pour l'interconnexion en Europe.²⁶ C'est également le cas d'une autre firme croate, Plinacro, membre

du groupe de lobbying appelé European Network Transmission System Operators – Gas (Opérateurs européens de systèmes de réseau de transmission – gaz ou ENTSO-G, VOIR LA SECTION QUI LUI EST DÉDIÉE), elle aussi impliquée dans le projet Krk. De fait, seulement 11 sur les 52 membres de l'ENTSO-G sont dans le registre, alors qu'ils sont étroitement associés via ce groupe de lobbying aux processus décisionnels européens relatifs au gaz.

De même, plus de 70% des répondants à deux importantes consultations publiques – sur l'approvisionnement en gaz, et sur le stockage de gaz et le GNL – ne figurent pas non plus dans le registre. Ceci s'explique en partie par le fait que la Commission ne fasse qu'« inviter » les organisations à s'enregistrer « au nom de la transparence »,

au lieu de le rendre obligatoire.²⁷ Certaines organisations inscrites au registre ont enfin cessé d'actualiser leurs entrées, comme l'entreprise publique de pétrole et de gaz azérie Socar. Celles qui étaient encore actives en 2016 (rendez-vous, consultations...) ont tout de même été incluses dans notre analyse en utilisant les dernières données disponibles.²⁸

Sans registre de transparence contraignant et dont les dispositions soient véritablement appliquées, ce qui garantirait la précision et la complétude des déclarations de dépenses et des autres activités de lobbying, il est impossible de donner une image totalement précise de la véritable puissance de feu du lobby gazier à Bruxelles.

L'ENTSO-G et les projets d'intérêt commun

Le European Network of Transmission System Operators for Gas (ENTSO-G)

est un groupe de lobbying dédié aux infrastructures gazières, créé en 2009 dans le cadre du troisième Paquet énergie²⁹ par la Commission, le Parlement et le Conseil européens pour « promouvoir le parachèvement et le fonctionnement du marché unique du gaz naturel et le commerce transfrontalier ». ³⁰ Son rôle, consacré par le règlement européen relatif aux Réseaux transeuropéens d'énergie (TEN-E), est de proposer des projets d'infrastructure dans le cadre d'un plan bisannuel pour développer le réseau de gaz européen, ³¹ sur la base de ses propres projections de l'évolution future de la demande de gaz. Des groupements régionaux de gouvernements se mettent ensuite d'accord sur des projets à inclure dans la liste des « Projets d'intérêt commun » (PIC), finalisée par la Commission. La prochaine liste, la troisième en date, est attendue d'ici la fin de l'année 2017.

Il est important de souligner que les projets intégrés à la liste des PIC bénéficient d'une procédure d'autorisation et d'étude d'impacts accélérée, et deviennent éligibles à plusieurs mécanismes de financement. Le Mécanisme européen pour l'interconnexion a déjà distribué plus d'un milliard d'euros à des PIC dans le domaine du gaz. ³² Les conflits d'intérêts sont inhérents à l'ENTSO-G, dès lors que l'industrie gazière se voit confier la mission de proposer un plan d'infrastructures à dix ans pour l'UE qu'elle est ensuite elle-même appelée à construire. Les 52 membres et observateurs de l'ENTSO-G, comme l'espagnole Enagás ou la belge Fluxys, portent 75% des projets PIC.

L'ENTSO-G, un lobby

L'ENTSO-G se présente comme une entité indépendante par rapport aux intérêts privés, mais une analyse effectuée par les Amis de la Terre Europe démontre qu'il dirige et influence effectivement le processus des PIC en faveur des intérêts de l'industrie gazière. ³³ Les analyses coûts-bénéfices des projets potentiels, que la Commission est légalement obligée de mener, ³⁴ sont confiées par cette dernière au lobby gazier lui-même via

l'ENTSO-G – et ce même si ses membres sont appelés à tirer des profits directs de trois quarts des projets. La partialité de l'ENTSO-G est patente si l'on considère ses projections systématiquement à la hausse de la demande future de gaz en Europe, qui obligent la Commission à les réviser chaque année à la baisse. ³⁵

En plus de prétendre systématiquement que la consommation

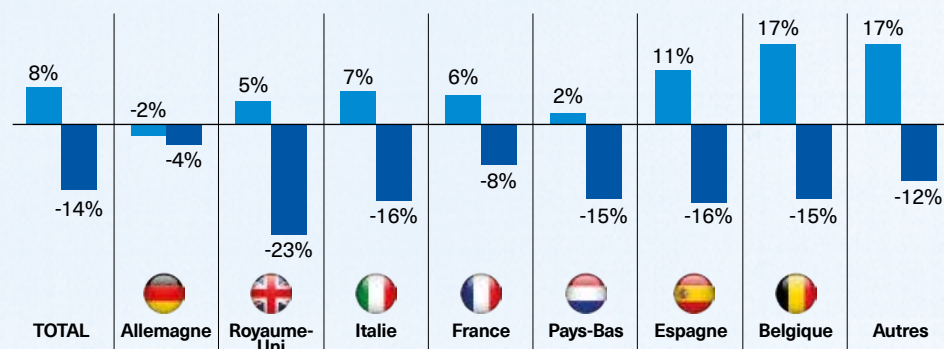
de gaz est appelée à monter en flèche à court terme, l'ENTSO-G a aussi cherché à donner une meilleure image du gaz en le présentant comme une énergie bas carbone d'avenir, affirmation clairement contredite par les scientifiques (VOIR ENCADRÉ 5 : LA FABLE DU GAZ « PROPRE »). Malgré tout, l'ENTSO-G dément être un groupe de lobbying. Il s'est inscrit au registre en tant qu'organisation non gouvernementale (ONG) et affirme « ne pas mener d'activités de lobbying proprement dit ». ³⁶

Pourtant, selon une source parlementaire, l'ENTSO-G a bien fourni

des amendements types à plusieurs eurodéputés lorsque le Règlement sur la sécurité de l'approvisionnement en gaz a été examiné récemment au Parlement européen. Le groupe était également présent lors d'une rencontre entre « rapporteurs fictifs », réunion très sensible où se forment les compromis entre groupes parlementaires. Le projet de l'ENTSO-G relatif aux sources d'urgence d'approvisionnement en gaz – des gazoducs supplémentaires dédiés – a fini par être proposé parallèlement par trois groupes politiques différents, et adopté par le Parlement européen. ³⁷ La version finale du règlement incluait bien la création de couloirs d'approvisionnement d'urgence, c'est-à-dire davantage d'infrastructures gazières, c'est-à-dire davantage de profits pour les membres de l'ENTSO-G.

Bref, l'ENTSO-G est en réalité un lobby gazier dont l'influence sur la Commission européenne et les gouvernements des États membres est sans équivalent. C'est une pièce centrale pour résoudre l'énigme de pourquoi l'Europe s'enlise ainsi aujourd'hui pour des décennies en favorisant la construction d'infrastructures gazières aussi coûteuses qu'inutiles.

L'industrie gazière se voit confier la mission de proposer un plan d'infrastructures à dix ans pour l'UE qu'elle est ensuite elle-même appelée à construire.



L'ENTSO-G a systématiquement surestimé la demande de gaz.

E3G, 'Europe's declining gas demand: trends and facts about gas consumption', 2015

La fable du gaz « propre »

La puissance de feu des lobbies du gaz – l'argent, les lobbies, les rendez-vous et l'accès privilégié dont ils jouissent – n'aurait pas le même impact si l'industrie et ses conseillers en relations publiques n'avaient pas élaboré parallèlement une « histoire » convaincante à raconter. Selon cette histoire, le gaz serait propre et un partenaire des énergies renouvelables, permettant une transition vers un monde décarboné. Donc nous avons besoin de davantage d'infrastructures gazières. C'est un récit puissant et politiquement séduisant. Mais est-il vrai ? La réponse est non.

Comme expliqué précédemment (VOIR ENCADRÉ 1 : LE GAZ, UNE PASSERELLE QUI NE MÈNE NULLE PART), le gaz est loin d'être un combustible « vert » et propre. Si le gaz extrait par fracturation hydraulique est une source notoire de pollution, même le gaz conventionnel peut potentiellement avoir une empreinte carbone supérieure à celle du pétrole, voire du charbon, en raison des fuites de méthane, un gaz à effet de serre extrêmement puissant.³⁸

La science est on ne peut plus claire. Nous devons laisser au moins 80% des énergies fossiles dans le sol – y compris le gaz – si nous voulons avoir une chance d'éviter les conséquences les plus catastrophiques du changement climatique.³⁹

Loin d'être un compagnon des énergies renouvelables, le gaz est leur concurrent (VOIR ENCADRÉ 6 : MAINMISE SUR LES LOBBIES DES

RENOUVELABLES). Les industriels affirment que l'émergence des renouvelables requiert l'utilisation de gaz pour maintenir la production de base (l'énergie devant être distribuée constamment 24 heures sur 24), parce que les renouvelables ne seraient pas une source fiable : le vent ne souffle pas en permanence, et il n'y a pas de soleil la nuit. Cependant, l'idée que de grandes centrales électriques seraient nécessaires pour produire la production de base est de plus en plus remise en question, comme l'admettent aujourd'hui même les autorités de régulation de l'énergie, comme le patron de la National Grid en Grande-Bretagne.⁴⁰ L'histoire vendue par l'industrie gazière est donc basée sur des hypothèses erronées.⁴¹

Loin d'être un compagnon des énergies renouvelables, le gaz est leur concurrent.

Investir dans des infrastructures géantes risque de nous enfermer dans des décennies supplémentaires de consommation de gaz et de ralentir la transition vers les sources renouvelables. L'introduction de règles plus contraignantes de lutte contre le changement climatique et de réduction de l'usage de sources fossiles risque de transformer ces infrastructures en « actifs bloqués ». Autrement dit, les infrastructures construites aujourd'hui ne seront plus utilisables, et encore moins rentables, dans un avenir sans carbone, privant ces investissements de toute leur valeur. On peut donc s'attendre à ce que les



L'industrie gazière construit un image de combustible « propre » et compatible avec la sauvegarde du climat, en dépit de la science.

industriels du gaz mettent à profit toute leur puissance de feu pour empêcher l'adoption de règles qui pourraient décourager la consommation de gaz et faire perdre de la valeur à leurs actifs.

Alors que le réchauffement global atteignait déjà 1,1°C au-dessus des niveaux préindustriels en 2016,⁴² nous ne pouvons pas nous permettre les délais qu'impliquent un tel verrouillage. La durée

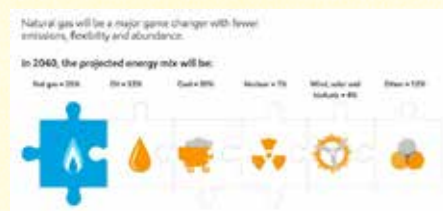
de vie moyenne des projets de ce type est habituellement de 40 à 50 années. Ils sont donc conçus pour durer bien au-delà de 2050, l'année où l'Europe est censée être presque complètement décarbonée, selon sa feuille

de route actuelle. Comme des douzaines de groupes de la société civile l'ont rappelé à la Commission européenne, si le désengagement des énergies fossiles ne commence pas maintenant, « la réduction drastique des émissions nécessaire pour atteindre l'objectif de décarbonation de l'UE en 2050 deviendra de plus en plus difficile ».⁴³ L'avenir dont nous avons besoin est très différent de celui qu'envisage l'industrie gazière.

Les projections des industriels sur la consommation future de gaz sont de toute façon trop élevées (VOIR LA SECTION CONSACRÉE À L'ENTSO-G). Selon la modélisation de l'UE elle-même, l'Europe dispose déjà de suffisamment de capacité pour couvrir la demande de gaz jusqu'en 2040 sans construire de nouvelles infrastructures.⁴⁴ En réalité, la demande globale de gaz a chuté de presque 13% depuis 2010,⁴⁵ en raison en partie des politiques favorisant les renouvelables et l'efficacité énergétique. Quels que soient les mythes diffusés par l'industrie gazière, nous n'avons pas besoin de nouvelles infrastructures de gaz.



Un tweet du compte officiel de Shell, reflétant sa campagne actuelle pour donner au gaz une image « bas carbone ».



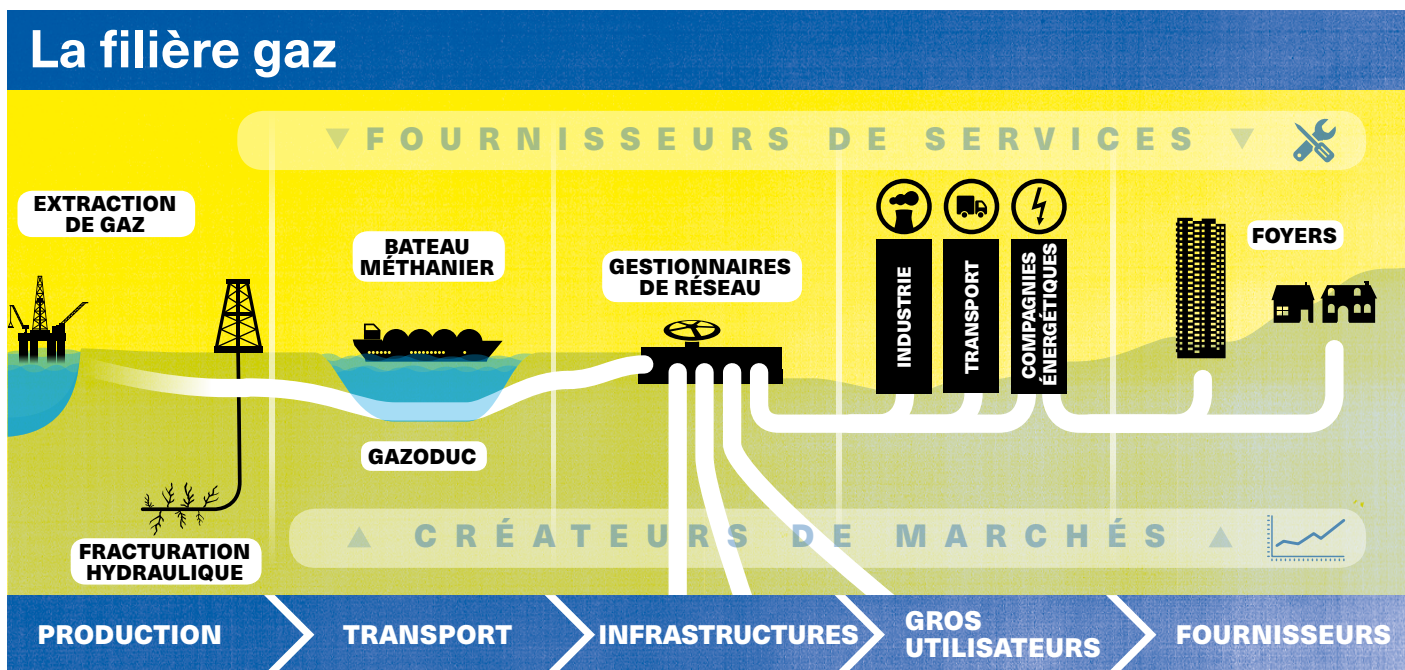
Exxon, qui a misé son avenir sur le gaz, prévoit que celui-ci fournira 25% de toute l'énergie d'ici 2040, tandis que l'énergie renouvelable ne comptera que pour 4%.

La filière gaz

Il y a à Bruxelles des lobbyistes qui s'occupent plus particulièrement de chaque maillon de la chaîne gazière (VOIR GRAPHIQUE 4 : LA FILIÈRE GAZ). De nombreuses entreprises et associations professionnelles interviennent à plusieurs étapes de la filière. L'entreprise française **Engie** par exemple, qui a dépensé 2,25 millions d'euros en 2016 et emploie directement 12 lobbyistes, est

impliquée dans l'exploration et la production en Algérie, dans la transmission via sa filiale GRTgaz, dans le transport et la vente de GNL, et possède des centrales électriques au gaz en France, où elle distribue aussi directement celui-ci à ses clients.⁴⁶

Trois maillons de la filière gaz méritent une attention toute particulière en termes de lobbying : la production, la construction et la gestion d'infrastructures gazières, et enfin la consommation industrielle du gaz.



Tous les acteurs de la filière gaz font du lobbying à Bruxelles : les entreprises impliquées dans son extraction et son transport (par bateau ou gazoduc) ; les gros utilisateurs tels que les entreprises énergétiques, l'industrie lourde et un secteur des transports en pleine émergence ; les distributeurs ; fournisseurs de technologies et de services ; et les créateurs et parties prenantes des marchés de gaz nouveaux ou existants.



Plateforme de forage de BP dans les gisements gaziers de Shah Deniz, Azerbaïdjan



Le « Dragon Ship » d'Ineos, amenant du gaz de schiste américain au Royaume-Uni



Une jauge de pression sur le réseau de GRTgaz

Producteurs

Position dans la chaîne d'approvisionnement	Organisations	Lobbyistes	Dépenses	% of total
Producteur	39	203	€33,6 mlns	32%

Que les majors du pétrole et du gaz figurent parmi les acteurs les plus puissants de Bruxelles ne devrait surprendre personne. À leurs côtés, on trouve des entreprises intégrées verticalement, c'est-à-dire actives à tous les niveaux de la filière gaz y compris l'exploration-production, comme Engie, Enel et RWE.

Au total, les entreprises impliquées dans la production de gaz – c'est-à-dire dans les forages pour l'extraire du sous-sol – ont dépensé en 2016 plus de 33 millions d'euros en lobbying, employant directement plus de 200 lobbyistes. Les 10 producteurs qui ont dépensé le plus représentent plus des trois quarts du total. Quant à leur responsabilité en matière de réchauffement climatique, les combustibles fossiles qu'ils ont extraits du sol comptent pour 12% des émissions globales depuis la publication du premier rapport du Groupe international d'experts sur le climat (Giec) en 1988.⁴⁷

Parmi les plus gros dépensiers, on retrouve quatre géants européens du gaz. La firme anglo-néerlandaise **Shell** partage la première place avec le géant américain **Exxon**, avec 4,75 millions d'euros de dépenses chacun. Shell a peut-être davantage de lobbyistes en interne, mais Exxon n'en est pas moins extrêmement active à Bruxelles, siégeant dans le groupe consultatif sur le gaz de

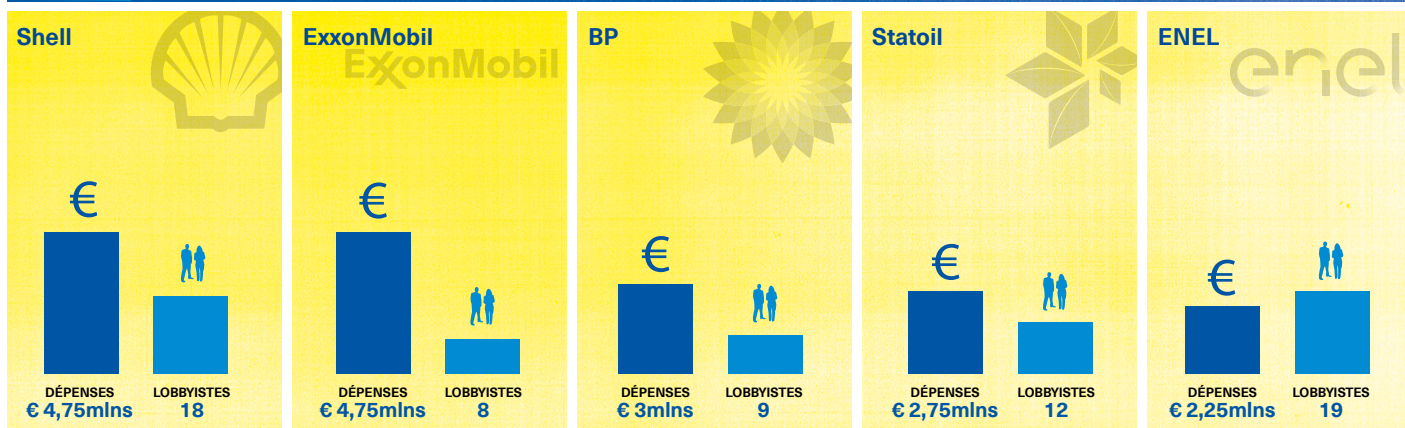
la Commission (VOIR LA SECTION CONSACRÉE AUX GROUPES CONSULTATIFS), s'impliquant dans des multiples associations professionnelles, et enrôlant une armée de cabinets de lobbying pour organiser des événements au Parlement européen et s'assurer qu'elle bénéficiera de l'accès privilégié dont elle a besoin (VOIR SECTION CONSACRÉE AUX CABINETS DE RELATIONS PUBLIQUES).

De nombreuses majors pétrolières comme BP, Shell, Chevron et Total ont misé sur le gaz pour leur survie, dans lequel elles voient un moyen de maintenir leur fonds de commerce tout en prétendant qu'elles contribuent à la lutte contre le changement climatique. Conscientes que la consommation de pétrole est appelée à diminuer, particulièrement dans la mesure où les politiques climatiques vont progressivement mener

à l'électrification du secteur du transport, elles parient sur un remodelage de l'image du gaz comme combustible « propre », qui leur permette de continuer à utiliser l'expertise technologique et les modèles financiers acquis en exploitant le pétrole. Elles semblent même prêtes à sacrifier l'industrie du charbon, en la qualifiant de « sale » et en s'en désinvestissant, pourvu que le gaz soit accepté comme combustible de l'avenir.

De nombreuses majors pétrolières comme BP, Shell, Chevron et Total ont misé sur le gaz pour leur survie, dans lequel elles voient un moyen de maintenir leur fonds de commerce

TOP 5 Producteurs



Les 5 producteurs de gaz les plus actifs à Bruxelles emploient plus de 66 lobbyistes pour influencer les institutions européennes.

Infrastructure

Position dans la chaîne d'approvisionnement	Organisations	Lobbyistes	Dépenses	% of total
Constructeur et gestionnaire d'infrastructure	42	127	€8,9m	9%

Même si elles sont souvent sous le contrôle partiel ou total de grandes multinationales pétrolières et gazières,⁴⁸ les entreprises qui portent les grands projets d'infrastructure – comme celles qui construisent et opèrent les gazoducs (connues sous le noms d'opérateurs de systèmes de transmission), les terminaux méthaniers ou les stations de (dé)compression – gardent profil bas à Bruxelles par comparaison avec leurs sociétés mères. Les constructeurs et gestionnaires d'infrastructure ont dépensé en lobbying à peine un peu plus du quart des dépenses des entreprises de production, avec un nombre de lobbyistes inférieur de 40%.

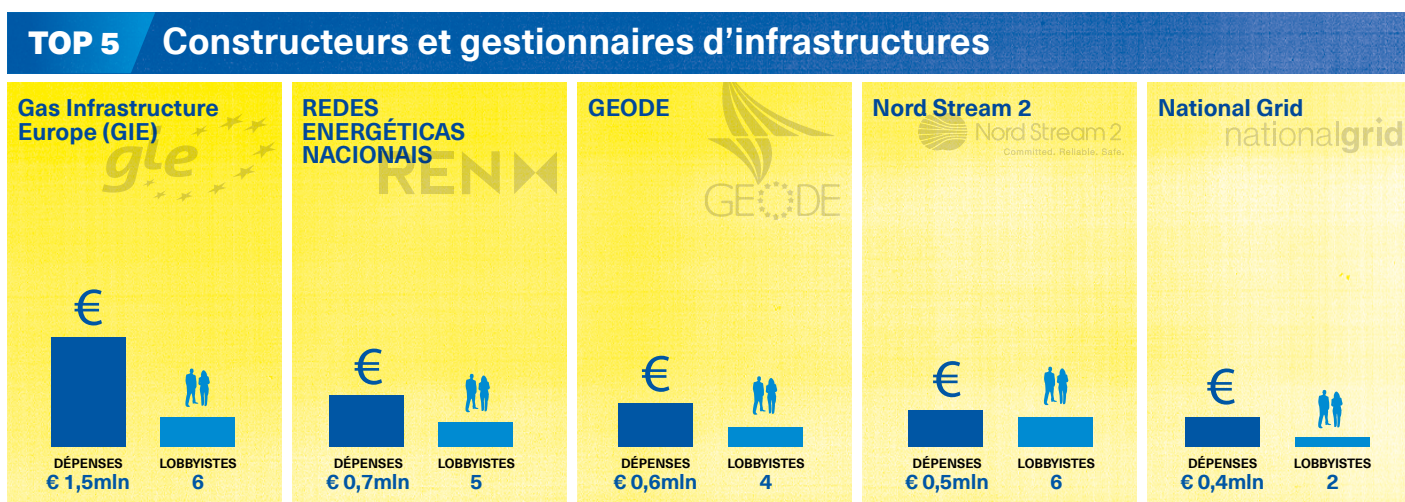
Pourtant, ce secteur très opaque semble bénéficier d'un accès privilégié aux décideurs aussi bien au niveau national qu'eupéen. Leur association industrielle et lobby **ENTSO-G** (VOIR LA SECTION QUI LUI EST CONSACRÉ) s'assure que les grandes firmes spécialisées dans les infrastructures sont directement impliquées dans la sélection des projets devant être construits, et dans le choix de ceux qui les construiront. Avec l'accord de la Commission et des gouvernements nationaux, ils sont étiquetés « projets d'intérêt commun », bénéficiant d'une procédure accélérée et d'accès à des mécanismes de financement.

L'organisation spécialisée dans les infrastructures gazières qui dépense le plus en lobbying à Bruxelles est **Gas Infrastructure Europe (GIE)**, une association professionnelle dont le budget de 1,5 million d'euros et les six lobbyistes font en sorte de « contribuer activement à la construction d'un marché du gaz unifié, soutenable

et compétitif en Europe »⁴⁹ – soit, coïncidence ou pas, exactement ce que désire la Commission : un marché intégré du gaz à l'échelle de toute l'Europe avec beaucoup de négoce et de concurrence, ce qui est censé faire baisser les prix pour les consommateurs.⁵⁰

Même si GIE est officiellement distincte de l'ENTSO-G, les deux organisations partagent la même adresse à Bruxelles, ainsi que de nombreux membres. Le directeur de la division transmission de GIE (responsable des grands gazoducs) est en outre le président de l'ENTSO-G, ce qui permet sans doute à GIE de tirer profit de la relation étroite de l'ENTSO-G avec la Commission et le Parlement européen.

Les grandes firmes spécialisées dans les infrastructures sont directement impliquées dans la sélection des projets devant être construits, et dans le choix de ceux qui les construiront



Même si leurs dépenses ne sont pas énormes, les lobbyistes des opérateurs et constructeurs d'infrastructures gazières jouent un rôle clé pour influencer la politique de l'Union, grâce à l'accès privilégié dont ils jouissent.

Gros consommateurs

Position dans la chaîne d'approvisionnement	Organisations	Lobbyistes	Dépenses	% of total
Gros consommateurs	56	414	€ 39,5 mlns	38%
> Compagnies énergétiques	43	274	€ 23,6 mlns	23%
> Consommateurs industriels	9	131	€ 15,6 mlns	15%
> Transport	4	9	€ 310,000	0.3%

Ce sont les plus gros dépensiers de toute la filière gaz, davantage encore que les producteurs. Ce sont les utilisateurs de gaz, dont les activités dépendent d'un approvisionnement régulier. Ils ont collectivement dépensé 40 millions d'euros en lobbying en 2016.

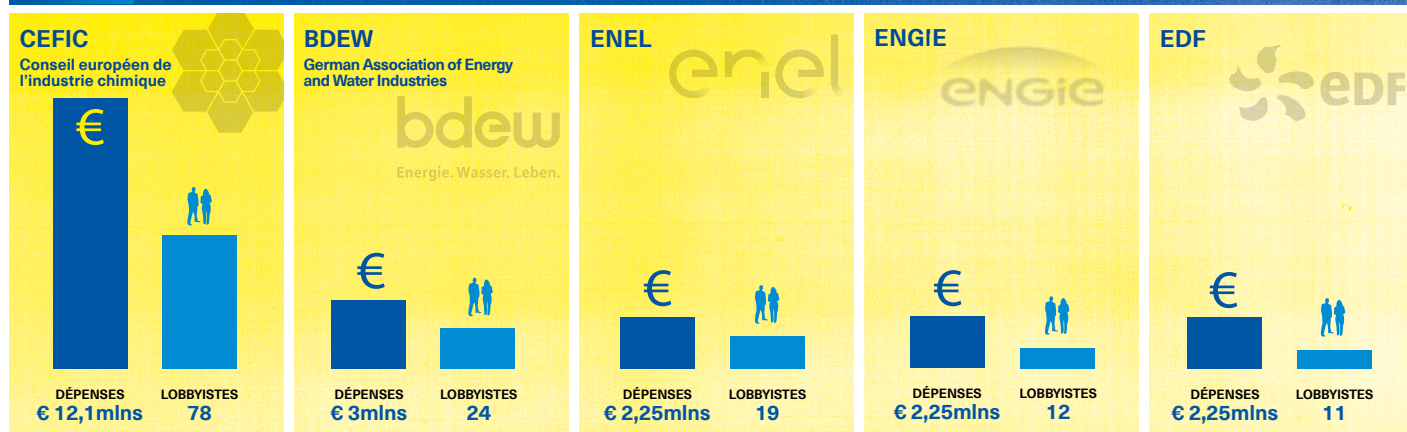
Ils se divisent en trois groupes principaux. D'abord, les **compagnies énergétiques**, qui utilisent le gaz pour générer de l'électricité. Ensuite les **consommateurs industriels**, qui utilisent le gaz pour en tirer des substances chimiques, des engrais ou d'autres produits – par exemple l'industrie de la céramique, très gourmande d'énergie. Enfin, le secteur bourgeonnant du **transport**, à travers en particulier l'usage du GNL pour les bateaux. Sans surprise, le top 5 est dominé par les compagnies énergétiques.

Compagnies énergétiques : le plus gros acteur est la **Fédération allemande des industries de l'énergie et de l'eau (BDEW)**, une association professionnelle représentant plus de 1900 firmes dans toute l'Allemagne, parmi lesquelles RWE ou encore les filiales allemandes d'Engie et d'EDF. Ses membres représentent 90% de la vente de gaz naturel dans le pays. **Enel** (Italie) est présente à Bruxelles non seulement à travers son propre bureau, mais aussi en tant que présidente de l'association professionnelle Eurelectric et, de manière plus controversée, de WindEurope, à quoi s'ajoute un poste de vice-président au sein de Solar Power Europe. Ce qui explique peut-être que ces deux associations censées défendre les renouvelables ont offert leur soutien officiel au gaz comme « énergie propre » (VOIR ENCADRÉ 6 : MAINMISE SUR LES LOBBIES DES RENOUVELABLES). **Engie** (anciennement GDF-Suez) s'est engagée dans une transformation similaire, se repeignant en vert et affirmant que « le gaz joue désormais un rôle central dans la révolution énergétique que nous traversons ». ⁵¹

Consommateurs industriels : L'association professionnelle de la chimie **Cefic** est de loin la plus dépensièrre en lobbying, mais l'industrie des engrais synthétiques – dont le gaz est un ingrédient clé – est également une grande consommatrice de gaz. L'industrie des engrais a été l'un des principaux bénéficiaires du gaz de schiste bon marché aux États-Unis, ⁵² et ses homologues européens souhaiteraient bénéficier de la même aubaine. ⁵³ Même s'il ne figure pas dans le top 5, le lobby des engrais **Fertilizers Europe** doit être mentionné ici, avec 16 lobbyistes et un budget dépassant le million d'euros. Il a traditionnellement été un partisan actif du gaz à Bruxelles aux côtés du Cefic, en appelant explicitement à « davantage de gazoducs, davantage de GNL et davantage de gaz de schiste ». ⁵⁴

Transport : Même si aucun d'entre eux ne figure dans le top 5, certains industriels cherchent à faire du gaz, sous sa forme liquide (GNL), un carburant de choix pour le secteur des transports. La **Natural Gas Vehicle Association Europe** (Association des véhicules au gaz naturel ou NGVA) déclare 25 000 euros de dépenses de lobbying, mais emploie 3 lobbyistes selon les données 2016, alors même que ce type de combustible reste très peu utilisé. Elle fait la promotion du GNL au nom de ses membres, qui incluent des constructeurs automobiles comme Volkswagen, mais aussi des entreprises gazières comme Engie et Fluxys. Ces dernières parient également sur le développement du GNL comme carburant maritime, en le présentant comme une « solution écologique et rentable ». ⁵⁵ Elles se sont embarquées dans un nouveau partenariat pour ravitailler des bateaux dans le terminal méthanier de Fluxys à Zeebruges (un projet d'intérêt commun).

TOP 5 Gros utilisateurs



Les utilisateurs industriels de gaz dépensent encore plus en lobbying à Bruxelles que les producteurs – même si certaines entreprises sont actives sur les deux fronts à la fois.

Le Trans Adriatic Pipeline – une étude de cas

Le Trans-Adriatic Pipeline (TAP) est le dernier tronçon du gazoduc géant Caspienne-Europe, permettant d'acheminer du gaz azéri depuis la frontière gréco-turque jusqu'à l'Italie, via l'Albanie. Son budget est estimé à 4,5 milliards d'euros, un dixième du coût projeté de tout le gazoduc.⁵⁶ Les actionnaires du consortium TAP sont **Socar** (Azerbaïdjan, 20%), **BP** (Royaume-Uni, 20%), **Snam** (Italie, 20%), **Fluxys** (Belgique, 19%), **Enagás** (Espagne, 16%), et **Axpo** (Suisse, 5%).

La multinationale allemande E.ON, impliquée depuis le début, s'est retirée en 2014, tout comme Total et Statoil. Ces dernières sont également sorties de la branche turque du gazoduc, TANAP, et ont vendu leurs parts dans le projet gazier azéri Shah Deniz. Les gisements de Shah Deniz,⁵⁷ dont BP et Socar sont les actionnaires principaux, sont censés injecter dans le gazoduc TAP 10 milliards de mètres cubes de gaz chaque année d'ici 2020, avec un potentiel d'augmentation de la production jusqu'à 20 milliards.⁵⁸ La consommation actuelle de gaz de l'UE tourne autour de 450 milliards de mètres cubes par an.⁵⁹

Le gazoduc (officiellement appelé « Corridor gazier Sud ») est le projet d'intérêt commun phare de l'UE et du vice-président Šefčovič, censé réduire la dépendance de l'Europe envers le gaz russe. Pour le régime dictatorial de l'Azerbaïdjan, c'est un moyen de cimenter ses liens avec l'Europe et de maintenir le président Ilham Aliyev et ses proches au pouvoir. Pour surmonter les résistances sur le terrain et masquer des violations flagrantes des droits humains, le consortium TAP et ceux qui le soutiennent ont tissé une toile complexe de lobbying et de corruption. Alors que banques publiques et privées réfléchissent à financer le projet, cela suffira-t-il à faire taire l'opposition ?

La pose du gazoduc est actuellement retardée à la fois en Grèce et en Italie. L'agriculteur Themis Kalpakidis, de la ville de Filippi dans le nord de la Grèce, s'oppose à la construction de ce gazoduc sur des terres agricoles fertiles, à proximité de maisons, dans des zones d'activité sismique. Kalpakidis reflète la colère des habitants lorsqu'il déclare « Si l'entreprise veut que le gazoduc passe à travers nos terres, elle devra d'abord passer sur nos corps ». ⁶⁰ Les habitants de Melendugno, dans le sud de l'Italie, s'opposent aux travaux depuis 2016, aussi bien devant les tribunaux qu'à travers le blocus physique des engins de chantier. Bien que confronté à la violence croissante d'une police militarisée, le mouvement continue à s'étendre, uni contre tous les projets de gazoduc sous la bannière « Né Qui, Né Altrove » (« Ni ici ni ailleurs »).⁶¹

La diplomatie du caviar : couvrir la répression, acheter les faveurs

Le gouvernement de l'Azerbaïdjan est connu pour ses violations des droits de l'homme et pour sa répression des opposants – mais aussi pour la manière dont il cherche à se blanchir au niveau international à travers la « diplomatie du caviar », en invitant des dirigeants européens à Bakou et en les arrosant de cadeaux comme des tapis de soie, de l'or, de l'argent et des kilos de caviar.⁶² En 2013, alors que s'approchaient des décisions cruciales pour l'avenir du gazoduc, le lobbying

Pour surmonter les résistances sur le terrain et masquer des violations flagrantes des droits humains, le consortium TAP et ceux qui le soutiennent ont tissé une toile complexe de lobbying et de corruption.

intense de l'Azerbaïdjan a réussi à faire rejeter un rapport sur ses prisonniers politiques par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, un rapport qui aurait nui à sa réputation et mis en danger le projet.⁶³ La même année, le TAP ayant été officiellement choisi pour acheminer le gaz azéri en Italie, l'eurodéputé italien Pino Arlacchi est retourné en Azerbaïdjan

en tant que leader d'une délégation du Parlement européen. Il a alors déclaré – en contradiction avec tous les observateurs indépendants sur le terrain – que les élections avaient été « libres et transparentes ». Interpellé ultérieurement par ses collègues du Parlement sur ces surprenantes déclarations, il a indiqué avoir voulu « défendre » les intérêts italiens dans la région.⁶⁴

Entre 2012 et 2014, le régime azéri a transféré des milliards de dollars à des sociétés offshore pour blanchir son argent et verser des pots-de-vin – un scandale connu depuis sous le nom de « lessiveuse azérie ». ⁶⁵ Des personnalités azéries et européennes occupant des positions clés dans le TAP et le Corridor gazier Sud sont impliquées, comme Kalin Mitrev, lequel siège au conseil d'administration de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (Berd), une institution qui envisage de financer le TAP.⁶⁶ Ilgar Mammadov, arrêté par les autorités azéries en 2013 sous un faux prétexte, a publié depuis sa prison une « Lettre d'un détenu du Corridor gazier sud » : « Les investissements internationaux dans l'extraction d'énergies fossiles fait de moi et des autres prisonniers politiques azéris des otages du régime d'Aliyev », a-t-il écrit, avant d'en appeler à la fin de toute forme de soutien financier.⁶⁷



The European Azerbaijan Society (TEAS)

The European Azerbaijan Society (Société européenne azérie, TEAS) est un lobby azéri doté de bureaux dans toute l'Europe. Il déclare employer 5 lobbyistes et des dépenses allant jusqu'à 100 000 euros, et a obtenu 5 rendez-vous avec les hauts fonctionnaires de la Commission en 2015 (une année cruciale pour la sélection de la dernière liste des PIC, ainsi que pour les décisions de financement des banques de développement multilatérales).

Dirigée par Tale Heydarov, fils d'un ministre azéri appartenant au cercle rapproché d'Aliyev, cette société organise des événements de haut niveau, y compris dans l'enceinte même du Parlement européen.⁶⁸ Ces événements ont souvent pour thème la coopération énergétique, et en particulier le TAP et le gazoduc géant Caspienne-Europe, et les intervenants sont souvent les mêmes : un ambassadeur azéri, avec à ses côtés des dirigeants de BP, Socar et autres actionnaires du TAP, et parfois par le bureau à Bakou de leur cabinet d'avocats préféré, Dentons, lui aussi étroitement impliqué.⁶⁹ Afin de renforcer la crédibilité de l'Azerbaïdjan, la plupart de ces événements sont co-organisés par TEAS avec d'autres think tanks, d'autres lobbies, des universités ou avec la Commission européenne elle-même.⁷⁰ Prenant la parole lors de l'inauguration du bureau Benelux de TEAS en 2016, le ministre belge des Affaires étrangères Didier Reynders a déclaré : « Le rôle de TEAS pour rapprocher l'Azerbaïdjan de la Belgique et de tout le reste de l'Europe ne doit pas être sous-estimé ». ⁷¹

TEAS et Fluxys

TEAS et l'Azerbaïdjan ont une relation toute particulière avec les élites politiques et économiques belges. Plusieurs entreprises et hommes politiques belges sont impliqués dans le scandale de la « lessiveuse », ⁷² parmi lesquels l'ancien ministre Marc Verwilghen, qui dirigeait le bureau Benelux de TEAS jusqu'à sa démission en septembre 2017 en lien avec le scandale.⁷³

Le TAP est au cœur de cette relation spéciale. L'entreprise belge d'infrastructure de gaz Fluxys en est actionnaire à hauteur de 19 % ; un parmi plusieurs de ses investissements qui bénéficient du statut de PIC.⁷⁴ Fluxys, une entreprise dont l'actionariat est à majorité public, et qui compte parmi ses administrateurs le maire très « pro-climat » de Gand Daniël Termont,⁷⁵ a co-organisé avec TEAS une conférence dans un château huppé avec « plus de 120 diplomates, ministres, politiques et hommes d'affaires belges » pour se pencher sur « le rôle central de l'Azerbaïdjan dans le Corridor gazier sud ». ⁷⁶ Entreprises gazières et gouvernements étaient côte à côte : Socar avec le ministre azéri de l'Énergie, le directeur d'alors de Fluxys, aujourd'hui président du consortium TAP, avec le vice-premier ministre belge Reynders. Le discours d'ouverture du directeur d'alors de TEAS affichait clairement

« Si l'entreprise veut que le gazoduc passe à travers nos terres, elle devra d'abord passer sur nos corps »

**Themis Kalpakidis,
paysans de Filippi, Grèce**

la couleur : « Le Corridor gazier sud devrait être géré au plus haut niveau politique en Europe et en Belgique, comme en Azerbaïdjan ». ⁷⁷

Au plus haut niveau de l'Europe

Le vice-président de la Commission Šefčovič s'est lui aussi montré très empressé à promouvoir le TAP et tout le Corridor gazier sud depuis le plus haut niveau européen. Immédiatement après avoir pris ses fonctions, en novembre 2014, il a pris l'avion pour Bakou afin de rencontrer le président azéri Aliyev et mettre en place le Conseil consultatif du Corridor gazier sud. La réunion de ce Conseil en février 2017 dans la capitale azérie a attiré les ministres de l'Énergie de tous les pays concernés par le gazoduc géant, en plus de délégués britanniques et américains et de représentants de la Banque mondiale. Malgré les violations flagrantes des droits de l'homme dont se rend coupable le régime azéri, Šefčovič a accumulé dans son discours d'ouverture les louanges non seulement sur les « progrès remarquables » du gazoduc, mais aussi sur Aliyev lui-même pour avoir ouvert de nouvelles négociations en vue de consolider ses relations avec l'Union européenne sur toute une série de dossiers, avec « au centre » la sécurité énergétique. ⁷⁸

La bienveillance de Šefčovič envers ce projet de gazoduc se reflète également dans les 31 rendez-vous organisés entre lui et son cabinet et BP, Socar, Snam et le consortium TAP lui-même entre janvier 2015 et août 2017. Parmi ses quatre visiteurs les plus fréquents, trois sont directement concernés par le projet : le consortium TAP lui-même et deux de ses actionnaires. Mais lorsque la société civile a cherché à obtenir un rendez-vous avec le vice-président à propos du TAP et du TANAP, leur requête a été refusée. ⁷⁹

En une ultime ironie, alors que la justification initiale pour l'UE était de réduire sa dépendance énergétique envers la Russie, il y a de fortes chances pour que Gazprom achemine du gaz russe via le Trans Adriatic Pipeline, via sa connexion avec le futur gazoduc Turkish Stream. ⁸⁰

« Les investissements internationaux dans l'extraction d'énergies fossiles fait de moi et des autres prisonniers politiques azéris des otages du régime d'Aliyev »

**Ilgar Mammadov,
'Lettre d'un détenu du Corridor gazier sud'**

DEUXIÈME PARTIE

Canaux d'influence

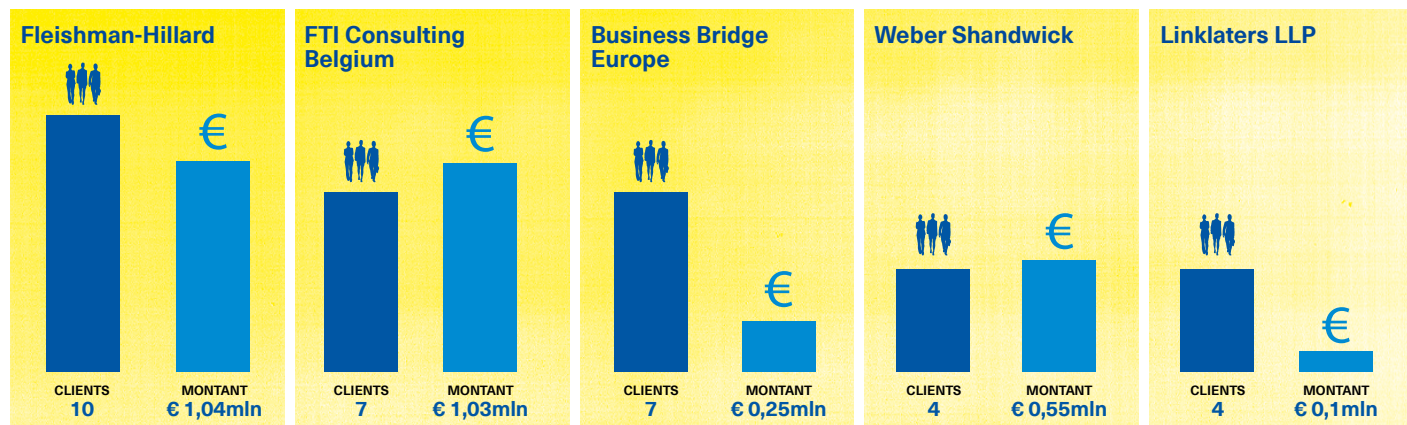
Pour vendre aux institutions européennes et au public leur belle histoire selon laquelle le gaz serait une source d'énergie propre et indispensable à la transition, et que nous avons donc un besoin urgent de nouvelles infrastructures gazières, les lobbies du gaz passent par plusieurs canaux à la fois. Ils utilisent leurs diverses associations professionnelles. Ils embauchent d'anciens fonctionnaires nationaux ou européens à travers les « portes tournantes ». Ils prennent part à des groupes d'experts pour conseiller la Commission très en amont des prises de décision. Et ils ont recours aux services d'offices de relations publiques et de lobbying.

Les cabinets de relations publiques au service du lobby gazier

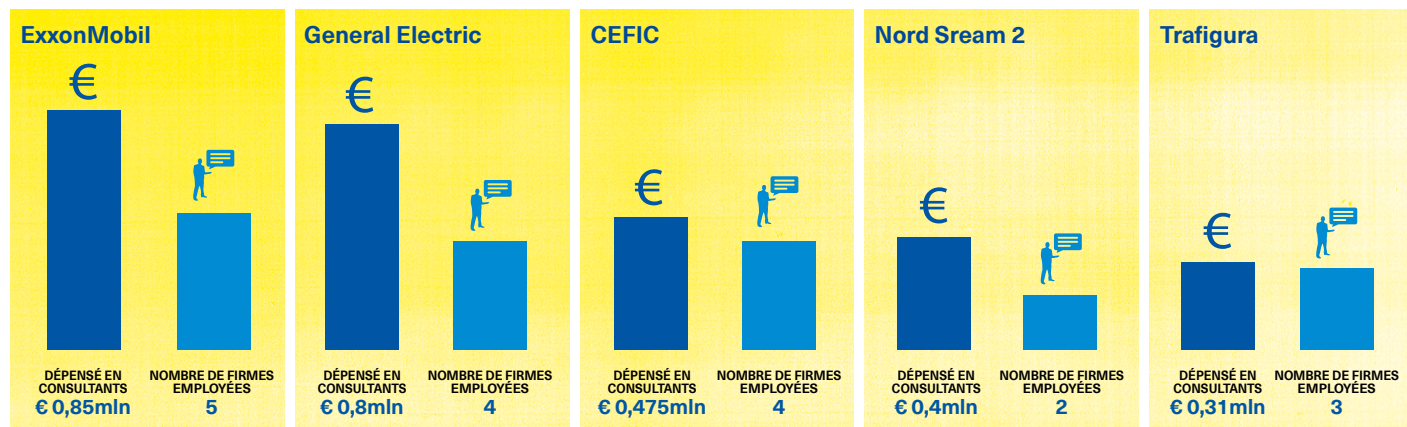
Les cabinets de relations publiques occupent une place centrale dans le paysage du lobbying et apportent une aide précieuse à l'industrie du gaz à la fois pour élaborer ses messages et pour s'assurer que ceux-ci sont entendus par les bonnes personnes.⁸¹ Pas moins de 37 firmes de relations publiques ont été missionnées en 2016 par 60 acteurs du secteur gazier, pour des contrats totalisant 7,9 millions d'euros.⁸²



Cabinets les plus utilisés



Qui a le plus recours à ces cabinets?



Les firmes de lobbying jouent un rôle inestimable pour aider l'industrie gazière à se faire entendre par les décideurs.

L'acteur industriel le plus prodigue, aussi bien en termes de dépenses que de nombre de consultants employés, est **Exxon**. L'entreprise américaine a dépensé 850 000 euros sur son budget de lobbying global de 4,75 millions d'euros pour embaucher 5 cabinets différents. On retrouve parmi ces derniers les poids lourds bruxellois Fleishman-Hillard et FTI Consulting, qui ont tous deux gagné plus d'un million d'euros l'année dernière en faisant du lobbying pour le compte d'industriels du gaz.

FTI Consulting, qui a travaillé avec Exxon pour promouvoir la fracturation hydraulique,⁸³ a ainsi reçu 200 000 euros de la major pétrolière américaine. En échange, elle a fait en sorte que le point de vue d'Exxon soit entendu des décideurs, par exemple en organisant un « after work » dans un bar à vins huppé de Bruxelles destiné aux assistants des eurodéputés, dans le but de leur présenter les projections de consommation d'énergie de la major pétrolière.⁸⁴ Une tactique de lobbying très judicieuse, puisque les assistants ont généralement pour mission de rédiger discours et questions parlementaires et de préparer des notes de synthèse pour leurs employeurs.

Exxon a également eu recours aux services de **Fleishman-Hillard**, l'une des plus importantes firmes de relations publiques au monde et un champion du lobbying au profit des énergies sales à Bruxelles, qui compte 10 industriels du gaz parmi ses clients.⁸⁵ En plus d'Exxon, ces clients incluent BP et l'opérateur et constructeur italien d'infrastructures gazières Snam, tous deux impliqués dans le très controversé Trans Adriatic Pipeline (VOIR ÉTUDE DE CAS).

Fleishman a également reçu jusqu'à 200 000 euros de l'« association d'associations professionnelles » GasNaturally (VOIR LA SECTION CONSACRÉE AUX ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES) afin de l'aider à dépeindre le gaz comme un partenaire fiable des énergies renouvelables (VOIR ENCADRÉ 5 : LA FABLE DU GAZ « PROPRE »). En 2016, GasNaturally a réussi à convaincre Solar Power Europe, WindEurope et d'autres de co-signer une déclaration sur la conception du marché de l'électricité⁸⁶ – comment préparer les réseaux à la croissance des renouvelables

– vantant le gaz comme ayant « un rôle majeur à jouer... en tant que combustible moins carboné », offrant « la flexibilité nécessaire pour intégrer les renouvelables ».⁸⁷

Nouer des relations plus étroites avec l'industrie des énergies renouvelables est désormais un aspect clé de la stratégie du lobby gazier pour asseoir sa crédibilité. Certains industriels du gaz ayant des investissements modestes dans l'éolien ou le solaire sont même allés plus loin, en prenant directement le contrôle des lobbies des renouvelables pour s'assurer de leur soutien (VOIR ENCADRÉ 6 : MAINMISE SUR LES LOBBIES DES RENOUELABLES). Fleishman avait déjà eu recours à la même tactique d'association avec les renouvelables en 2012-2013 dans le cadre de sa campagne FREE (*Future of Rural Energy in Europe, L'avenir de l'énergie rurale en Europe*), qui liait les industries du gaz et des renouvelables en affirmant qu'un mix énergétique basé sur une ratio 40/60 entre gaz et renouvelables était la meilleure option pour les zones rurales.⁸⁸

C'est en fait un autre cabinet de relations publiques, **Weber Shandwick**, qui a commencé à peindre le gaz comme un combustible partenaire de la transition, dès 2011, lors de la création de GasNaturally. Celle-ci a d'abord été une campagne de relations publiques avant de devenir la super-association professionnelle qu'elle est aujourd'hui. Weber Shandwick s'était chargé de cette campagne pour le compte d'une coalition de plusieurs associations professionnelles, dans le but de s'assurer que le gaz ne serait pas laissé de côté dans la stratégie de décarbonisation de l'UE à l'horizon 2050.⁸⁹ François-Régis Mouton, cadre de Total et président de Gas Naturally à sa naissance, avait ainsi déclaré que « le gaz et les renouvelables doivent aller main dans la main pour assurer un approvisionnement sûr avec moins d'émissions ».⁹⁰

Weber Shandwick continue à avoir recours à cette même tactique, puisqu'elle a lancé en septembre 2017 une campagne intitulée « Make Power Clean » (« Nettoyons l'électricité »), issue d'un front commun entre associations défendant les énergies renouvelables et industrie gazière contre les subventions aux centrales charbon inefficaces.⁹¹ Une nouvelle fois, l'industrie



Depuis son lancement en 2011, la super-association professionnelle GasNaturally s'efforce de dépeindre le gaz comme un partenaire naturel pour les énergies renouvelables.

du gaz se permet de dépeindre son activité comme « propre » par contraste avec le charbon, en affichant sa proximité avec les renouvelables – bien qu'en réalité les émissions liées au gaz sont aussi nuisibles sinon pires pour le climat (VOIR ENCADRÉ 1 : LE GAZ, UNE PASSERELLE QUI NE MÈNE NULLE PART).

Ce serait faire preuve de négligence que de ne pas mentionner, pour finir, le principal fournisseur de gaz de l'Europe, la compagnie russe Gazprom, et sa firme de relations publiques attirée, **GPlus**. Celle-ci est réputée pour deux choses à Bruxelles : avoir l'habitude d'embaucher d'anciens fonctionnaires de l'UE, et se faire le porte-voix de Gazprom (qui la rémunère « officiellement » à hauteur de 200 000 euros⁹²) et du Kremlin.⁹³ Selon son site web, le vice-président de GPlus Tim Price est également conseiller senior en communication de Gazprom Export (la branche de négoce de Gazprom), ainsi que conseiller média senior depuis 2006 pour le service de presse de Vladimir Poutine.⁹⁴ Une grande partie de la politique énergétique actuelle de l'UE a pour objectif de réduire sa dépendance envers le gaz russe (mais non envers le gaz en général) et d'éviter des incidents comme celui d'avril 2014, lorsque le président russe avait envoyé une lettre aux gouvernements européens menaçant de couper l'approvisionnement en gaz de l'Ukraine par Gazprom. La lettre avait été diffusée aux médias par GPlus.⁹⁵ Ironiquement, les tentatives de l'Union pour diversifier ses sources d'approvisionnement par la construction de nouvelles infrastructures et par la libéralisation du marché ont entraîné une augmentation des exportations de Gazprom vers l'Europe, quoiqu'à un prix plus bas.⁹⁶ Un phénomène qui pourrait se confirmer même avec l'achèvement du projet de gazoduc phare de l'UE, le Corridor gazier sud (VOIR L'ÉTUDE DE CAS CONSACRÉE AU TAP).

Association professionnelles : les voix qui portent le plus

61 des entités couvertes par ce rapport sont des associations professionnelles liées au gaz. Elles ont pour rôle de coordonner les activités de lobbying de leurs membres, généralement des multinationales et des fédérations nationales sectorielles.

Les associations professionnelles actives sur le dossier du gaz disposent de leur propre armée de lobbyistes (346) à Bruxelles, et exercent leur influence à toutes les étapes des processus décisionnels, depuis la participation aux groupes d'experts jusqu'au suivi de la mise en œuvre des législations dans leur moindre détail, en passant par la production de centaines de notes de position à destination de la Commission et du Parlement. Elles représentent



tous les maillons de la filière gaz, depuis les producteurs réunis au sein de l'International Oil & Gas Producers Association (IOGP, Association internationale des producteurs de pétrole et de gaz) jusqu'aux consommateurs industriels comme Fertilizers Europe (Engrais Europe). Elles ont obtenu collectivement plus de 90 rendez-vous avec le commissaire Cañete et le vice-président Šefčovič entre novembre 2014 et août 2017.

Celle qui affiche les plus grosses dépenses est le lobby de la chimie **Cefic** (VOIR LA SECTION CONSACRÉE AUX PLUS GROS DÉPENSISERS), et l'une des plus puissantes est l'« association d'associations professionnelles » **GasNaturally**. Cette dernière regroupe six associations professionnelles représentant tous les maillons de la filière (VOIR TABLEAU). Même si elle ne dépense elle-même que 350 000 euros en lobbying, ce chiffre est multiplié par dix si on le combine avec les dépenses de ses membres. Ils emploient collectivement 29 lobbyistes.

Le président de GasNaturally est désormais Marco Alverà, directeur général de l'opérateur italien Snam, qui a passé une grande partie de sa carrière au sein du producteur de pétrole et de gaz Eni. Snam est impliquée à la fois dans le projet MidCat (via sa participation de 40,5% dans TIGF) et dans le TAP (VOIR LES ÉTUDES DE CAS SUR CES DEUX PROJETS). Parmi les activités de lobbying de la super-association : des rencontres avec les hauts fonctionnaires de la Commission, des lettres ouvertes aux chefs d'État et de gouvernement avant les réunions importantes du Conseil européen,⁹⁷ ainsi qu'une foultitude d'événements avec les eurodéputés à Strasbourg et à Bruxelles. Son événement phare est la « Semaine du gaz » (Gas Week) qu'elle organise tous les ans, une semaine de débats publics ciblant les législateurs et les régulateurs européens. En 2016, elle s'est déroulée dans l'enceinte du Parlement européen à Strasbourg.⁹⁸ Adina-Ioana Valean, une eurodéputée roumaine de centre-droit à la tête de la commission pour l'environnement du Parlement, préside régulièrement aux événements organisés par GasNaturally à Strasbourg.⁹⁹

Il vaut la peine de mentionner également **BusinessEurope**,

MEMBRE DE GASNATURALLY	RÔLE DANS LA FILIÈRE
International Oil and Gas Producers Association (IOGP)	Exploration et production
Gas Infrastructure Europe (GIE)	Transmission, stockage et regazéification du GNL
Eurogas	Vente et distribution
Natural Gas Vehicles Association (NGVA) Europe	Gaz pour le transport
Marcogaz	Législation technique et standardisation
Groupe européen de recherches gazières (GERG)	Recherche et développement
[Observateur: Union internationale du gaz (UIG)]	Filière entière

la fédération patronale, du fait de son énorme influence et de son accès direct aux principaux décideurs. Elle a depuis longtemps l'habitude de plaider en faveur d'un gaz bon marché, et notamment du gaz de schiste,¹⁰⁰ et nombre de ses membres sont directement issus de l'industrie gazière, comme BP, Engie, Exxon, Repsol, ou encore Solvay. Chaque année, BusinessEurope organise un événement d'une journée au siège même de la Commission, qui permet aux patrons des plus grandes multinationales de discuter directement de leurs objectifs avec un groupe de commissaires triés sur le volet. En 2013, la journée était consacrée aux objectifs 2030 de l'UE en matière d'énergie et de climat, au moment même où ces derniers étaient finalisés. BusinessEurope a plaidé avec succès pour un affaiblissement des cibles en matière de renouvelables et d'efficacité énergétique, qui menaçaient d'emmener véritablement l'Europe vers une sortie des énergies fossiles.¹⁰¹

Les patrons de BusinessEurope passant la journée avec la crème de la Commission en 2013.



© European Union, 2013 / Source: EC - Audiovisual Service / Photo: Etienne Ansotte

BusinessEurope a plaidé avec succès pour un affaiblissement des cibles en matière de renouvelables et d'efficacité énergétique, qui menaçaient d'emmener véritablement l'Europe vers une sortie des énergies fossiles.

Groupes consultatifs et de haut niveau

Un autre moyen d'influence clé sur les décisions européennes est la participation de l'industrie aux groupes consultatifs mis en place par la Commission. Dans le domaine du gaz, il y a non seulement des groupes consultatifs (auparavant appelés « groupes d'experts »), mais aussi des groupes de haut niveau régionaux, qui ont pour

mission de superviser l'avancement des projets d'intérêt commun (PIC), et des forums comme le Forum de Madrid. Ces groupes fournissent l'« expertise » (intéressée) dont manque cruellement la Commission, ainsi qu'une forme de coordination entre États-membres, et sont un moyen de construire un soutien politique, à la fois de la part des gouvernements nationaux et de l'industrie. Ils ont une influence considérable sur les stratégies de l'Union européenne en matière de gaz, dès les premières étapes de leur développement.

ENCADRÉ 6

Mainmise sur les lobbies des renouvelables

L'industrie du gaz a tout à gagner à être vue comme un partenaire naturel des énergies renouvelables. Certains industriels ont même infiltré les lobbies de renouvelables pour les rendre plus favorable au gaz. En janvier 2015, le journaliste du *Guardian* Arthur Neslen a révélé que des multinationales gazières comme Total, E.On, Iberdrola et Enel avaient utilisés leurs (souvent modestes) investissements dans les renouvelables pour entrer dans les lobbies de l'éolien et du solaire, puis prendre le contrôle de leurs conseils d'administration. Des employés de l'Association européenne

de l'industrie photovoltaïque (aujourd'hui rebaptisée **Solar Power Europe**) ont déclaré avoir reçu l'instruction de « plaider pour une alliance gaz-renouvelables comme réponse aux problématiques de sécurité énergétique de l'Europe » de la part de leur président d'alors, Olivier Schaefer, par ailleurs directeur du marketing d'une filiale spécialisée dans le solaire du géant des énergies fossiles Total.¹⁰² Significativement, le directeur actuel de Solar Power Europe, James Watson, est un ancien directeur de Weber Shandwick, la firme de relations publiques derrière les partenariats gaz-renouvelables de GasNaturally et de #MakePowerClean (VOIR

LA SECTION SUR LES CONSULTANTS). L'Association européenne de l'énergie éolienne (aujourd'hui baptisée **WindEurope**) a subi le même sort, et a docilement abaissé sa revendication d'objectif européen pour les renouvelables en 2030 de 45 à 30%. On peut prendre la mesure de cette prise de contrôle des lobbies des renouvelables en observant que leurs conseils d'administration incluent des représentants d'Iberdrola, Enel et d'autres compagnies énergétiques qui ont plaidé contre toute forme d'objectif en matière de renouvelables, pour mieux favoriser le gaz.¹⁰³

Groupes consultatifs

Le **Groupe de coordination pour le gaz** conseille la Commission sur les enjeux de sécurité d'approvisionnement, officiellement uniquement pour les situations d'urgence, mais en réalité de manière générale.¹⁰⁴

Ce puissant groupe consultatif jouit d'un accès préférentiel aux projets d'infrastructure en cours de développement, aux stratégies en matière de GNL et de stockage et aux autres propositions de la Commission, et peut ainsi apporter une première contribution à des réglementations dont les autres acteurs n'ont même pas encore eu connaissance. C'est d'autant plus problématique qu'outre les représentants des 28 gouvernements de l'Union, 24 sièges au sein de ce groupe ont été réservés à 8 associations professionnelles représentant tous les maillons de la filière gaz, parmi lesquels l'IOGP, GIE et Eurogas, toutes membres de GasNaturally (VOIR LA SECTION SUR LES ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES) – un exemple patent de conflit d'intérêts.¹⁰⁵ Les groupes de la société civile en sont par contre exclus, ce qui signifie que la seule partie prenante dont la voix peut se faire entendre est l'industrie, qui a aussi un intérêt économique à un renforcement de l'approvisionnement en gaz.

Bien souvent, ces associations professionnelles permettent à certains de leurs membres d'occuper un des sièges qui leur est réservé, de sorte que des entreprises comme Exxon ou Fluxys bénéficient d'un accès direct aux décideurs.¹⁰⁶ Bref, la Commission invite l'industrie gazière à la table et lui permet de participer à l'élaboration de ses politiques. La structure de lobbying créée à l'instigation de la Commission, ENTSO-G (VOIR LA SECTION QUI LUI EST DÉDIÉE), joue elle aussi un rôle important dans ce groupe consultatif, en lui fournissant projections et données techniques.

D'autres groupes consultatifs offrent à l'industrie du gaz le même type d'accès privilégié, parmi lesquels le **Sustainable Transport Forum** (Forum pour le transport durable, aussi connu sous le nom de Groupe d'experts sur les carburants alternatifs

la Commission invite l'industrie gazière à la table et lui permet de participer à l'élaboration de ses politiques

pour le transport), au sein duquel de nombreuses associations professionnelles – parmi lesquelles Eurelectric, GIE et la Natural Gas Vehicle Association Europe (NGVA) – poussent à l'adoption du GNL comme carburant.

Grâce à la pression du Parlement européen, du Médiateur européen et des groupes de la société civile, les règles relatives aux groupes consultatifs ont été renforcées.¹⁰⁷ Mais la Commission a trouvé d'autres moyens de s'assurer la contribution active de l'industrie. En 2015, elle a créé un groupe consultatif déguisé en « réseau », le **Unconventional Hydrocarbons Network** (Réseau hydrocarbures non conventionnels), pour identifier les meilleures pratiques en matière de fracturation hydraulique, une technique d'extraction hautement controversée (VOIR ENCADRÉ 1 : LE GAZ, UNE PASSERELLE QUI NE MÈNE NULLE PART).¹⁰⁸ Bondé d'employés d'entreprises impliquées dans le gaz de schiste et de sympathisants, ce groupe – exempté des règles applicables aux groupes consultatifs car baptisé « réseau » - a fini par être supprimé du fait de la levée de boucliers qu'a occasionné sa création. Mais la Commission continue néanmoins à soutenir l'industrie du gaz de schiste, par exemple en organisant en juin 2017 une conférence transatlantique afin d'apprendre de l'expérience des États-Unis sur les moyens de surmonter les oppositions à la fracturation hydraulique.¹⁰⁹ L'un des intervenants à cette conférence a proposé de « gagner la confiance et la légitimité socio-politique nécessaire » en créant « la perception que l'entreprise contribue au bien-être de la région ».¹¹⁰



Liquid Freeze, Torbein Rønning / Flickr

Les ports d'Europe accueilleront de plus en plus de bateaux méthaniers en raison de la promotion par l'UE de nouvelles infrastructures gazières.

Groupes de haut niveau

Il existe actuellement au sein de l'Union européenne trois Groupes de haut niveau sur le gaz, dédiés respectivement à l'Europe du centre et du sud-est, à l'Europe du sud-ouest et aux Pays baltes. Coordonnés par la Commission, ces groupes rassemblent gouvernements nationaux, régulateurs et industrie gazière. Ils discutent des enjeux « à haute priorité » et supervisent le processus des PIC au niveau régional, fournissant le soutien politique et technique dont a besoin le vice-président Šefčovič pour transformer en réalité son rêve d'Union de l'énergie et de marché du gaz totalement intégré à l'échelle du continent.

Le groupe de haut niveau **Central and South Eastern Europe Gas Connectivity** (CESEC, Connectivité gazière pour l'Europe du centre et du sud-est) a été mis en place en janvier 2015, immédiatement après l'entrée en fonction de Šefčovič comme commissaire à l'énergie, pour accélérer le processus de libéralisation et de création d'infrastructures.¹¹¹ D'un point de vue géopolitique, l'objectif du groupe est de réduire la dépendance envers le gaz russe acheminé via l'Ukraine. Les décisions et les priorités du CESEC ont une grande influence sur la liste des PIC (VOIR LA SECTION CONSACRÉE À L'ENTSO-G).

Les entreprises d'infrastructures gazières ont été conviées à participer, mais à ce jour la société civile n'a aucune place dans le processus. Les institutions financières internationales et les pays partenaires peuvent aussi participer, notamment l'Azerbaïdjan, dont les gisements de gaz sont censés alimenter une grande partie des projets d'infrastructure dans la région (VOIR L'ÉTUDE DE CAS SUR LE TAP).

Outre les infrastructures, l'autre priorité des groupes de travail techniques du CESEC est la création et l'intégration des marchés du gaz. Mettre en place des infrastructures de négoce pour créer une multitude de « hubs gaziers » (autrement dit des bourses pour le marché du gaz) contribuera, autant que la création d'infrastructures physiques pour permettre au gaz de circuler

librement d'un bout à l'autre du continent, à enfermer le continent dans l'addiction au gaz pour plusieurs décennies.

Le **Groupe de haut niveau pour l'Europe du sud-ouest** a apporté un soutien politique crucial aux projets d'infrastructures régionaux, en particulier le projet de gazoduc MidCat (VOIR ÉTUDE DE CAS). De la même manière, le **High Level Group on the Baltic Energy Market** (BEMIP, Groupe de haut niveau pour le plan d'interconnexion du marché baltique de l'énergie), créé en 2009 au moment du troisième Paquet énergie (VOIR ENCADRÉ 2 : L'UE, UN PARTENAIRE CONSENTANT) et renouvelé en 2015, a joué un rôle particulièrement important pour encourager le développement d'infrastructures GNL régionales, ainsi que pour pousser à l'intégration des marchés.¹¹²

Forums

La Commission a également créé un certain nombre de « forums » pour discuter de ses politiques énergétiques. Le **Forum de Madrid** est co-organisé par la Commission et le régulateur espagnol « pour discuter des enjeux liés à la création du marché interne du gaz ».¹¹³ La presse n'évoque jamais ce forum, bien qu'il réunisse la Commission et les gouvernements nationaux, les régulateurs, et l'industrie dans son entier – fournisseurs de gaz, négociants, consommateurs industriels et distributeurs. Mais pas un seul représentant de la société civile.¹¹⁴ En 2015, 32 des 49 participants issus de l'industrie représentaient les 8 mêmes lobbies qui siègent au Groupe de coordination pour le gaz.¹¹⁵

Sans surprise, les conclusions du Forum de Madrid 2016 reflètent l'agenda partagé de la Commission et de l'industrie, puisqu'elles soulignent « le potentiel du GNL et du stockage » en vue de la « diversification et de la sécurité d'approvisionnement », tout en se félicitant des progrès dans la mise en place de marchés du gaz en Europe centrale et du sud. Y figure aussi la demande de réduire le « fardeau administratif » pesant sur les entreprises de négoce de gaz.¹¹⁶ Laisser l'industrie (ré)écrire les règles est une des revendications les plus anciennes et systématiques des milieux d'affaires à Bruxelles – et ils obtiennent souvent gain de cause.¹¹⁷

Étude de cas : MidCat – l'Espagne catapultée au centre du marché européen du gaz

Le MidCat est un projet controversé de gazoduc qui traverserait les Pyrénées depuis la Catalogne, au nord de l'Espagne, jusqu'aux environs de Carcassonne, dans le sud de la France. Lancé en 2011, son objectif principal est de doubler la capacité de transport de gaz de l'Espagne vers la France afin de renforcer la « sécurité énergétique » de l'Europe.¹¹⁸ Malgré l'opposition des populations potentiellement affectées, il est prévu que les travaux reprennent en 2019.

Derrière le projet MidCat se trouvent deux entreprises françaises, TIGF (Transport et Infrastructures Gaz France) et GRTgaz, et la firme espagnole Enagás.

L'Espagne a été épargnée par la crise gazière qu'a traversé l'UE car un gazoduc lui amène directement son gaz d'Algérie, et le pays importe également du GNL depuis la Norvège, le Qatar et le Nigeria. De fait, les sept usines de régazéification du GNL construites en Espagne durant la période de boom économique ont entraîné une situation de surcapacité massive.¹¹⁹ La crise du gaz a ouvert une opportunité pour Enagás et ses amis au sein du



gouvernement espagnol d'aider l'Europe à se passer du gaz russe en tirant avantage de leurs infrastructures sous-utilisées.

Naguère un monopole public, et ayant toujours le gouvernement comme premier

actionnaire,¹²⁰ Enagás a des liens très étroits avec l'administration espagnole. Pas moins de 9 sur les 13 membres de son conseil d'administration ont occupé des postes gouvernementaux, pour la plupart au niveau ministériel.¹²¹

La construction du MidCat a commencé en 2011 en Catalogne

mais a été arrêtée un an plus tard en raison de l'opposition des municipalités concernées.¹²² Le gouvernement et les entreprises françaises commençaient eux aussi à douter de l'opportunité du projet.

Le MidCat a néanmoins été retenu dans la liste des « projets d'intérêt commun » européens en 2013, puis en 2015.¹²³ Enagás dispose de puissants alliés, parmi lesquels le gouvernement espagnol et, désormais, le nouveau commissaire européen au climat, Miguel Arias Cañete. Peu après l'entrée en fonctions de Cañete, le nouveau président de la Commission Jean-Claude Juncker et les chefs d'États de la France, de l'Espagne et du Portugal ont signé la déclaration de Madrid (4 mars 2015) faisant du MidCat une priorité stratégique de l'Union européenne.¹²⁴

Le Groupe de haut niveau pour l'Europe du sud-ouest (VOIR LA SECTION SUR LES GROUPES DE HAUT NIVEAU) a été créé pour assurer un soutien politique aux nouvelles infrastructures gazières entre les trois pays, et s'est réuni quatre fois rien qu'en 2015.

Cañete est déterminé à utiliser ce groupe pour surmonter les réticences françaises et affirme que celui-ci « proposera des solutions à tous les obstacles identifiés, qu'il s'agisse des cadres réglementaires et politiques nationaux, de l'intégration du marché de l'énergie ou des aspects financiers ». Il est tout aussi décidé à trouver les financements nécessaires : « La Commission proposera et soutiendra des actions concrètes pour mettre en œuvre le MidCat, y compris une implication précoce de la Banque européenne d'investissement pour s'assurer que toutes les sources européennes potentielles de financement sont étudiées. »¹²⁵

Le commissaire Cañete est également en contact régulier avec Enagás. Selon le registre de transparence de l'UE, lui et son cabinet ont rencontré la firme gazière à cinq reprises. Mais même avec ce soutien au plus haut niveau, les géants espagnols du gaz doivent encore surmonter les hésitations de la France.

Des deux entreprises impliquées dans le MidCat, l'une au moins semble loin d'être convaincue. GRTgaz, concernée uniquement à partir du moment où le gazoduc arrivera en France, a pris publiquement position contre le projet, tout en se plaignant de l'influence des intérêts espagnols à Bruxelles.¹²⁶ Elle est soutenue dans son opposition par le régulateur français du

secteur, la Commission de régulation de l'énergie (CRE), qui a publié en juin 2016 une « déclaration inhabituellement forte » contestant l'intérêt du projet.¹²⁷

À y regarder de plus près, deux des six commissaires de la CRE sont des anciens cadres du groupe Engie, dont GRTgaz est une filiale. Engie a elle aussi massivement investi dans le GNL, avec ses propres terminaux dans le Sud de la France, et ne veut probablement pas de la concurrence qu'amènerait le MidCat, qu'elle n'hésite pas à qualifier de « grand projet inutile ». ¹²⁸

Ce qui est certain, c'est que ni les communautés riveraines de sites d'extraction de gaz, ni celles situées sur le tracé proposé du MidCat n'en tireront de bénéfices. Le projet contribuera par exemple à encourager l'exploitation des gaz de schiste algériens, mettant en danger le vaste aquifère qui s'étend sous le Sahara, crucial pour la survie de la région. En 2015, le Sahara algérien a été le théâtre de manifestations sans précédent, exigeant du gouvernement qu'il mette fin aux projets d'exploitation du gaz de schiste.¹²⁹

Les premiers travaux de construction du gazoduc ont également suscité des résistances locales. Dans la région de Hostalric, en Catalogne, une tranchée de 87 kilomètres de long et de 30 mètres de large a été dégagée, détruisant tout sur son passage, sans les consultations et les évaluations requises. Les gazoducs souterrains comme le MidCat occasionnent souvent des fuites dans le sol ou dans l'eau, ce qui crée des risques sanitaires et écologiques. Pas moins de quatre rivières, plusieurs zones agricoles, et des zones de protection de la biodiversité ou d'intérêt culturel seront potentiellement affectées. De l'autre côté de la frontière, les riverains français commencent également à se mobiliser.

Comme le déclare le groupe local d'opposition en Catalogne, la Plataforma Respuesta MidCat (Plateforme réponse MidCat), « la Catalogne est capable de produire sa propre énergie renouvelable, plutôt que de soutenir l'extraction néocoloniale d'énergies fossiles en Afrique. Cet oléoduc n'apporte aucun bienfait aux communautés locales, ni en Catalogne ni en Algérie, mais au contraire entraîne la socialisation d'énormes risques, tandis qu'Enagás et le PP [parti au pouvoir en Espagne] privatisent les profits ».



Habitants rassemblés à Colobriers, en Catalogne, le 15 janvier 2012, pour assister à la destruction massive entraînée par la construction du premier segment du gazoduc MidCat.

Portes tournantes

Les lobbies du gaz ont une forte propension à embaucher d'anciens responsables européens ou nationaux pour bénéficier de leurs compétences techniques et de leur carnet d'adresses. S'il n'y a sans doute pas lieu de s'étonner que les industriels tirent profit de ces portes tournantes pour mieux influencer les décisions, il est en revanche hautement critiquable que la Commission européenne ferme les yeux sur les conflits d'intérêts potentiels qu'entraîne cette pratique.¹³⁰ Aussi incroyable que cela puisse paraître, Marcus Lippold, fonctionnaire de la DG Énergie de la Commission européenne, profite en ce moment même d'une année sabbatique autorisée au sein de Saudi Aramco, l'entreprise publique de pétrole et de gaz de l'Arabie saoudite, et l'un des pires pollueurs au monde. Ignorant les plaintes, la Commission a même étendu son autorisation. Lippold est passé plusieurs fois à travers les portes tournantes. En 2013, il a passé une autre année sabbatique au sein de MOL, une entreprise de pétrole et de gaz basée en Europe centrale et orientale. Avant de travailler à la Commission, son employeur était ExxonMobil.¹³¹

Les firmes de relations publiques sont elles aussi enclines à embaucher d'anciens politiques haut placés, pour qu'ils leur apportent leur connaissance intime des processus politiques et leur réseau de contacts. Jusqu'en septembre 2015, Matthew Hinde était ainsi responsable de la stratégie pour l'Europe au sein du Département britannique pour l'énergie et le changement climatique ; un mois plus tard, il prenait ses fonctions à Bruxelles au sein de Fleishman-Hillard (VOIR LA SECTION SUR LES CONSULTANTS), en tant que directeur et vice-président senior pour l'énergie.¹³²

Les autres institutions européennes ont elles aussi des portes tournantes parfaitement huilées. Constantine Levoyannis était conseiller politique de l'eurodéputée Niki Tzavela au sein de la

commission pour l'industrie, le transport, la recherche et l'énergie (ITRE) jusqu'en octobre 2014. Tzavela était en première ligne de la bataille autour de la fracturation hydraulique au Parlement européen, et Levoyannis l'a conseillée pour deux rapports très importants.¹³³ Un mois après avoir quitté ses fonctions de conseiller sur l'énergie au Parlement européen, il est devenu consultant senior au sein de FTI, l'une des principales firmes de relations publiques à Bruxelles (VOIR LA SECTION QUI LEUR EST CONSACRÉE), et est devenu depuis l'un de ses directeurs.¹³⁴ Les clients de FTI incluent le consortium du Trans Adriatic Pipeline (TAP, VOIR L'ÉTUDE DE CAS), ExxonMobil, Noble Energy, Cuadrilla, et l'International Oil & Gas Producers Association, tous directement concernés par les dossiers sur lesquels Lavoyannis travaillait au Parlement.

Constantine Levoyannis a une autre casquette encore, celle de patron de la branche bruxelloise du Greek Energy Forum (GEF, Forum pour l'énergie en Grèce), lequel soutient lui aussi le projet extrêmement controversé TAP, qui traverse des terres agricoles au nord de la Grèce. Le GEF est un think tank, absent du registre de transparence de l'UE, créé pour promouvoir les énergies fossiles en Grèce et dans le sud-est de l'Europe. Sa direction est dominée par des représentants d'entreprises comme Shell, BP, Cheniere et Eni.¹³⁵ En 2016, pour célébrer le début des travaux du TAP en Grèce, il a organisé une conférence à Thessalonique avec le Premier ministre grec Alexis Tsipras, le vice-président de la Commission Šefčovič et 300 invités triés sur le volet, parmi lesquels des représentants d'Azerbaïdjan, de Grèce, d'Albanie et de Turquie et des multinationales gazières impliquées dans le TAP comme BP, Socar, Snam, Fluxys, Enagás et Axpo.¹³⁶

Il est clair que les règles relatives aux portes tournantes au niveau européen ou national ne sont pas suffisantes pour éliminer les risques de conflits d'intérêts et empêcher la capture des régulateurs par les entreprises.

ENCADRÉ 7

Hommes politiques espagnols à travers les portes tournantes

Les portes tournantes entre multinationales de l'énergie et gouvernement constituent l'une des principales raisons pour lesquelles l'Espagne est devenue ces dernières années extrêmement hostile aux renouvelables.¹³⁷

L'industrie gazière espagnole a mené une bataille féroce contre le développement des énergies renouvelables (en dépit de la campagne de relations publiques les présentant comme des partenaires naturels). Les entreprises comme GasNatural, Endesa et Enagás (VOIR L'ÉTUDE DE CAS SUR LE MIDCAT) entretiennent des liens étroits avec les principaux partis politiques, dont des membres siègent à leurs conseils d'administration.¹³⁸ Par exemple, Pedro Solbes, ancien ministre des Finances, est devenue le premier Espagnol à

siéger au conseil d'administration de l'entreprise espagnole Enel. Solbes était au gouvernement lorsque Enel a gagné une bataille pour le contrôle de la compagnie énergétique espagnole Endesa contre GasNatural et E.On. Autre cas typique, celui de Josu Jon Imaz, qui a occupé plusieurs postes politiques dont celui de ministre à l'Industrie, au Commerce et au Tourisme du gouvernement basque. Il est aujourd'hui directeur général de Repsol et vice-président de GasNatural.¹³⁹

Les liens étroits entre le commissaire au climat et à l'énergie Cañete et l'industrie pétrolière et gazière sont bien connus. Il a été de 2005 à 2011 président de deux firmes pétrolières, Petrologis Canarias and Petroleos Ducar, et plusieurs décisions emblématiques prises alors qu'il était ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de l'Environnement (2011-2014) ont

directement bénéficié à l'industrie pétrolière et gazière. En 2013, pour passer par dessus les interdictions édictées au niveau régional, il a fait de la fracturation hydraulique un sujet de compétence nationale. En 2014, il a approuvé une étude d'impact biaisée permettant au géant pétrolier Repsol de forer dans les îles Canaries, malgré l'immense opposition populaire et les irrégularités dans la procédure.¹⁴⁰

C'est pourquoi plus d'un demi-million de personnes ont signé une pétition demandant aux députés européens de rejeter sa nomination comme commissaire au climat et à l'énergie fin 2014.¹⁴¹ Cañete préside désormais à une politique européenne qui encourage la poursuite de la consommation de gaz et la construction d'encore plus d'infrastructures gazières.

Conclusion

La puissance de feu de l'industrie gazière fait d'elle une force de lobbying aussi puissante qu'efficace, d'autant plus que les groupes de la société civile ne disposent que d'une fraction de ses ressources et son accès aux décideurs. Les industriels ont dépensé plus de 100 millions d'euros en 2016 selon les chiffres du registre volontaire de transparence de l'UE, et déployé plus de 1000 lobbyistes, à quoi s'ajoute une armée de consultants en lobbying et en relations publiques pour organiser des événements au Parlement européen, arranger des rendez-vous au plus haut niveau avec les commissaires européens chargés de l'énergie et du climat, suivre les décisions et, au final, propager le mythe selon lequel le gaz serait un combustible « propre » et un partenaire naturel des renouvelables. Encouragée par la Commission et les gouvernements nationaux, l'industrie du gaz dispose d'une influence sans équivalent sur les décisions relatives à la stratégie énergétique de l'Union européenne. Grâce à sa proximité avec les décideurs et à ses ressources financières, c'est l'industrie du gaz qui fixe l'ordre du jour, et elle réussit à faire passer sa recherche de profits avant les intérêts du climat et les conditions de vie des communautés tout au long de la chaîne de valeur.

Le commissaire européen au climat et à l'énergie Miguel Arias Cañete vient de l'industrie pétrolière et gazière et en est encore très proche. Aux côtés du vice-président pour l'Union de l'énergie Maroš Šefčovič, il met en œuvre au plus haut niveau le programme voulu par l'industrie gazière, avec l'entière collaboration des dirigeants nationaux. Leur projet est de créer un marché intégré du gaz à l'échelle européenne, soutenu par de toutes nouvelles infrastructures et par des hubs gaziers permettant l'achat et la vente de gaz en un instant, le tout sous le contrôle incontesté de l'industrie. Les liens entre les gouvernements nationaux et l'industrie

gazière sont profonds : la plupart des grosses entreprises du secteur étaient auparavant des entreprises publiques, et restent très proches de leurs États respectifs, avec des intérêts convergents (VOIR L'ÉTUDE DE CAS SUR LE MIDCAT).

En conséquence, le gaz reste au centre des projets de l'UE pour son futur système énergétique, et les infrastructures regroupées dans la liste des « projets d'intérêt commun » ressemble fort à une liste de Noël pour l'industrie (VOIR LA SECTION CONSACRÉE À

L'ENTSO-G). L'industrie a réussi à faire avaler son baratin.

Plutôt que d'investir dans l'énergie issue du vent, du soleil et des vagues et de réduire notre consommation, la stratégie européenne de sécurisation de son approvisionnement prévoit la construction de toujours plus de gazoducs pour augmenter les importations en provenance d'Azerbaïdjan et d'Algérie (deux pays qui ne se distinguent pas par

leur respect des droits de l'homme) et quadriller l'Europe d'un bout à l'autre. La stratégie de stockage et de GNL prévoit elle aussi la construction de nouvelles infrastructures, alors que les terminaux méthaniers existants fonctionnent à moins de 25% de leur capacité. L'Europe est en train de se faire enfermer dans un carcan gazier pour une durée qui dépassera largement 2050, alors que nous devrions commencer à en sortir dès maintenant. Ou alors, si l'UE compte véritablement respecter les engagements pris dans le cadre de l'Accord de Paris, la facture de ces investissements énormes dans des infrastructures bientôt inutiles finira par être payée par les contribuables et les consommateurs, pas par l'industrie. Quoi qu'il en soit, donner tellement d'influence à l'industrie gazière sur nos choix énergétiques est une folie dont les conséquences se feront sentir sur le plan environnemental, social et économique.

On nous dit que ces investissements sont nécessaires pour

L'Europe est en train de se faire enfermer dans un carcan gazier pour une durée qui dépassera largement 2050, alors que nous devrions commencer à en sortir dès maintenant.

ENCADRÉ 8

Un pare-feu contre les gros pollueurs

Vous ne proposeriez pas aux industriels du tabac de contribuer à l'élaboration de vos politiques de santé publique. Alors pourquoi l'industrie des énergies fossiles est-elle impliquée dans les politiques climatiques ?

L'Organisation mondiale de la santé (OMS), agence des Nations unies, s'est rendue compte qu'il y avait un conflit d'intérêts insurmontable entre la recherche de profits de l'industrie du tabac et la réduction des dégâts causés par le tabagisme. En conséquence, elle a mis en place un pare-feu étanche entre les fonctionnaires chargés de la santé

publique et les lobbyistes du tabac, l'article 5.3 de la Convention cadre des Nations unies pour la lutte anti-tabac.

Ce pare-feu ne concerne pas seulement le niveau onusien, mais aussi tous les gouvernements nationaux et régionaux parties à la convention-cadre, dont la Commission européenne.¹⁴²

Les gouvernements progressistes et les organisations de la société civile ont poussé à l'introduction d'une disposition similaire en ce qui concerne les négociations onusiennes sur le climat, du fait du conflit d'intérêts irrécyclable de l'industrie fossile. L'UE – emmenée par le commissaire

Cañete – et d'autres pollueurs historiques comme les États-Unis et l'Australie ont fait tout ce qu'ils pouvaient pour s'y opposer.¹⁴³

Néanmoins, le Parlement européen a récemment adopté une résolution non contraignante en faveur d'une mesure de ce type pour les négociations climatiques, demandant à la Commission européenne de la soutenir.¹⁴⁴ Alors que Cañete se prépare à se rendre à la COP23 de Bonn, il devrait écouter son propre Parlement plutôt que les intérêts des industriels de l'énergie et leurs complices parmi les gouvernements.

diversifier notre approvisionnement et renforcer notre sécurité énergétique, mais en élaborant leurs politiques main dans la main avec l'industrie gazière, la Commission et les gouvernements nationaux font en sorte que la meilleure des solutions – des investissements massifs dans l'énergie éolienne, hydraulique et solaire et la réduction de notre consommation – ne figure

pas à l'ordre du jour, parce qu'elle n'implique aucun profit pour les industriels. L'Agence internationale de l'énergie alertait sur un possible « effet de verrouillage d'infrastructures fortement carbonées » dès 2011, et fixait à 2017 le point de non-retour à partir duquel toute nouvelle infrastructure fossile emmènerait le monde vers un réchauffement supérieur à 2°C, sans parler de 1,5°C.¹⁴⁵

Recommandations

■ **Un moratoire sur tous les nouveaux projets d'infrastructures gazières.** Toutes les candidatures à la liste des PIC gaziers devraient être gelées, tandis que la liste devrait être réévaluée au regard de l'objectif de maintenir le réchauffement en deçà de 1,5°C, en prenant en compte la responsabilité historique de l'UE dans les émissions globales de gaz à effet de serre.

■ **La fin de l'accès privilégié dont bénéficie l'industrie gazière.** Comme c'était le cas naguère pour l'industrie du tabac, l'implication des industriels des énergies fossiles dans l'élaboration des politiques publiques contribue à réduire considérablement leur ambition. Un pare-feu étanche est nécessaire entre les législateurs et l'industrie fossile au niveau national, régional et au niveau des Nations unies. L'Union européenne doit cesser de bloquer cette revendication légitime, mais au contraire la soutenir (VOIR ENCADRÉ 8 : UN PARE-FEU CONTRE LES GROS POLLUEURS).

■ **Un changement de direction politique et financier.** Le soutien dont bénéficie actuellement le gaz devrait être redirigé vers l'énergie issue du vent, du soleil et des vagues et vers la réduction de nos consommations d'énergie, en mettant l'accent sur les infrastructures et les projets sous contrôle public ou citoyen, au vu de l'échec du marché et des multinationales à transformer notre économie et notre système énergétique pour les faire sortir des énergies fossiles.

■ **Une transparence complète du lobbying dès maintenant.** Pour appréhender la réalité de la puissance de feu de lobbying de l'industrie à Bruxelles, un registre de transparence contraignant et véritablement appliqué est nécessaire. La transparence est essentielle, mais la culture dominante au sein des institutions européennes signifie que même lorsqu'il y a des cas évidents d'accès privilégié, de portes tournantes ou de groupes d'experts biaisés sont pointés du doigt, la volonté politique de régler le problème fait défaut. Légiférer dans l'intérêt du public plutôt que dans celui des industriels nécessitera un changement profond de culture aussi bien au sein de la Commission que dans les capitales européennes.



Grâce à sa proximité avec les décideurs et à ses ressources financières, c'est l'industrie du gaz qui fixe l'ordre du jour, et elle réussit à faire passer sa recherche de profits avant les intérêts du climat et les conditions de vie des communautés tout au long de la chaîne de valeur

Gros plan sur les lobbies du gaz en France

Serge Otaviani

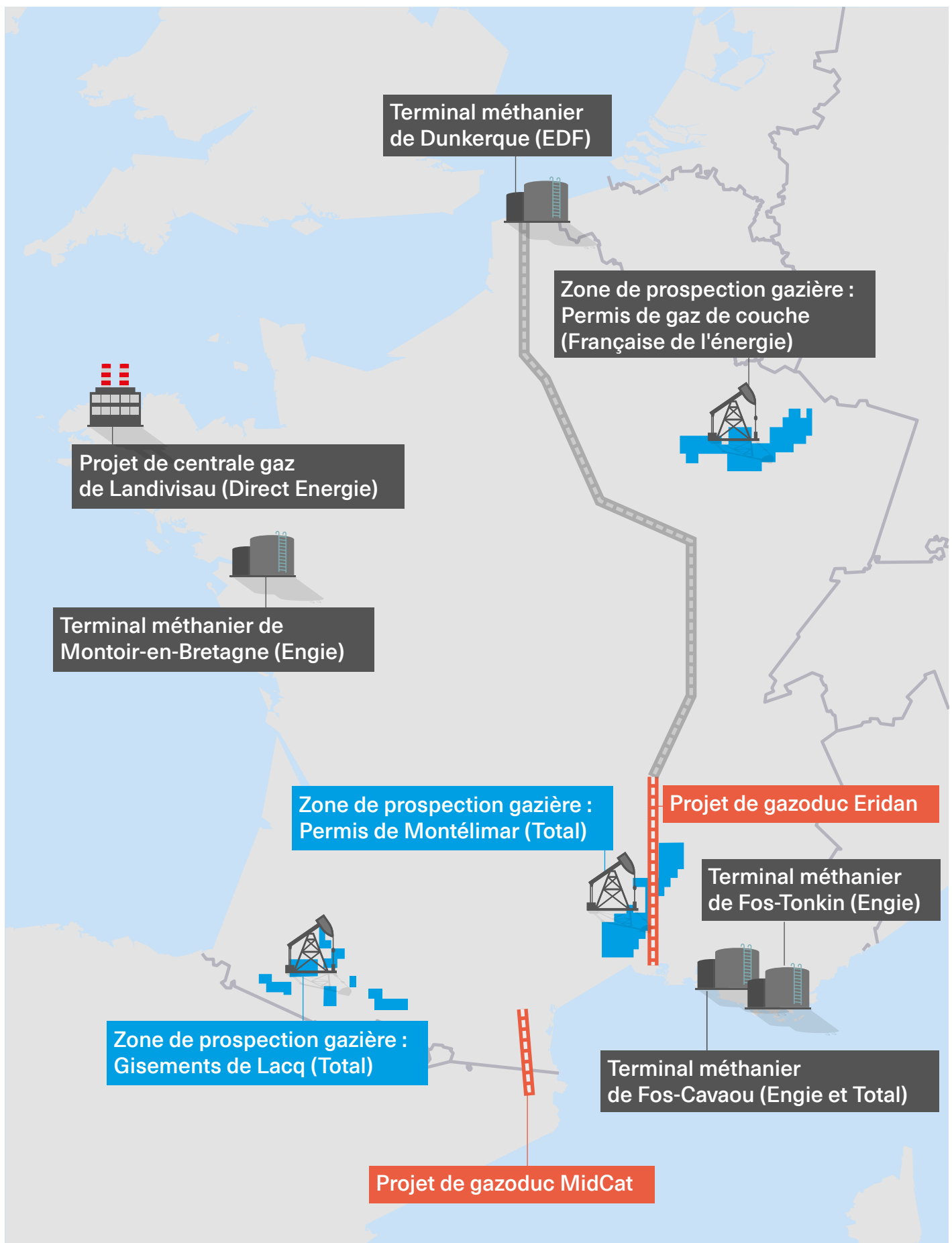


Le chantier du nouveau terminal méthanier d'EDF à Dunkerque

La France, qui a interdit la fracturation hydraulique dès 2011 et s'apprête aujourd'hui à adopter une législation (la loi Hulot) mettant fin à terme à l'exploitation des hydrocarbures sur son territoire, pourrait apparaître comme une pionnière au niveau européen. Malheureusement, les choses ne sont pas si simples. Les législations mentionnées ne sont pas sans lacunes, en raison de l'influence que garde l'industrie pétrolière et gazière dans le pays. Surtout, la production nationale de gaz a toujours été marginale. En tant qu'importatrice et via ses entreprises (y compris publiques), la France reste un acteur majeur du gaz en Europe. Les géants français de l'énergie – Total, Engie et EDF – sont tous actifs dans le secteur du gaz ailleurs en Europe et dans le monde, depuis l'extraction jusqu'à la distribution en passant par le transport. D'autres industries, comme celle du BTP, profitent également des grands projets d'infrastructures gazières poussés par l'UE. Tous

participent au lobbying intense de l'industrie du gaz à Bruxelles, décrit dans ce rapport, pour préserver ses intérêts en dépit de la crise climatique.

Le territoire français, au carrefour de l'Europe, est aussi directement concerné par cette politique de développement de grandes infrastructures gazières, avec un nouveau terminal méthanier inauguré en 2017 à Dunkerque par EDF et divers projets de gazoducs visant à augmenter les volumes pouvant être transportés d'un bout à l'autre de la France et au-delà chez nos voisins européens. Deux projets en particulier, MidCat et la dorsale gazière Fos/Dunkerque, dont fait partie le projet de gazoduc Éridan, posent question de par leur coût, leurs implications pour les émissions de gaz à effet de serre européennes, ainsi que pour les risques environnementaux directs qu'ils comportent.



Les « points chauds » du gaz en France.

Total, Engie et EDF : les géants de l'énergie

Les trois poids lourds français de l'énergie sont désormais présents à tous les niveaux de la chaîne gazière, depuis l'extraction jusqu'aux consommateurs. Tous trois sont aussi les multinationales françaises les plus présentes à Bruxelles,¹⁴⁶ en termes de dépenses de lobbying déclarées, de rendez-vous avec les échelons supérieurs de la Commission européenne et de participation aux grands lobbies européens du secteur. Total et Engie, en particulier, ont contribué à diffuser en France et en Europe le discours selon lequel le gaz serait « la plus propre des énergies fossiles » et un « allié naturel » des énergies renouvelables.

Total, l'une des majors de l'industrie pétrolière, a fait du développement du gaz un axe majeur de sa stratégie et de sa communication. Si le groupe semble avoir renoncé à forer en France même, il a essayé à plusieurs reprises – sans succès – de lancer des projets de gaz de schiste dans d'autres pays européens, comme la Pologne, le Danemark et aujourd'hui le Royaume-Uni, avec pour objectif explicite de démontrer qu'il était possible de développer cette ressource sans risques. En France, où Total a exploité historiquement les gisements de Lacq, avec des conséquences pour l'environnement et la santé des populations qui commencent à peine à être reconnues, l'entreprise détenait un permis de prospection de gaz de schiste, le « permis de Montélimar », dont le statut juridique reste ambigu puisque la justice a annulé son abrogation. Dans le domaine gazier, Total mise aujourd'hui à la fois sur le développement de mégaprojets offshore en Afrique et en Asie et sur l'exploitation des hydrocarbures non conventionnels aux États-Unis (Texas et Ohio), en Argentine, en Australie, en Algérie et ailleurs. Autant de gisements qui visent à approvisionner entre autres le marché européen.

Engie, héritière de l'ancien opérateur public Gaz de France, domine encore le secteur gazier français via diverses filiales spécialisées dans le stockage, le gaz naturel liquéfié ou les réseaux de transport et de distribution. Malgré un discours de plus en plus tourné vers la transition énergétique, le gaz reste le centre de gravité du groupe. En plus de ses terminaux méthaniers et de son rôle dans le transport en France et dans d'autres pays européens, Engie est notamment partie prenante du projet de gazoduc Nord Stream 2 de Gazprom, visant à approvisionner l'Allemagne depuis la Russie via la mer du Nord, en évitant l'Ukraine et l'Europe centrale.

Bien que son nom soit davantage associé en France à l'énergie nucléaire, **EDF** est via sa filiale italienne Edison un acteur majeur de l'extraction offshore de gaz en mer Méditerranée, également partenaire du projet de gazoduc Galsi reliant l'Algérie à l'Italie. EDF possède des centrales électriques au gaz en France et au Royaume-Uni, et s'est aussi lancée sur le marché du commerce gazier au niveau européen avec la construction du terminal méthanier de Dunkerque, mis en service en 2017. Celui-ci sera en partie approvisionné par du gaz de schiste en provenance des États-Unis, qui sera ensuite redirigé vers les réseaux français et belge.

Les autres entreprises du secteur

Du côté de la génération et de la distribution, un nouvel acteur issu de la libéralisation du secteur, Direct Energie, porte un projet de centrale à gaz controversé à Landivisiau, en Bretagne.

Enfin, mis à part l'exploitation résiduelle de certains gisements ou d'anciennes mines de charbon, les entreprises qui détiennent des permis de recherche de gaz en France sont généralement des juniors, à la structure peu transparente. Celle qui se distingue le plus est la Française de l'énergie (ex European Gas Limited), qui détient plusieurs permis, en particulier en Lorraine, pour rechercher et exploiter du « gaz de couche » ou « gaz de houille », un gaz non conventionnel qui est parvenu jusqu'à présent à passer à travers les mailles du filet de l'interdiction de la fracturation hydraulique.

GRTgaz et TIGF : les entreprises qui gèrent le réseau de gazoducs français

Les projets européens de nouveaux gazoducs mettent au premier plan les deux entreprises qui gèrent le réseau de gaz français, GRTgaz, filiale d'Engie, et TIGF, anciennement filiale de Total et aujourd'hui propriété de l'opérateur italien Snam et d'EDF.

Historiquement, TIGF était en charge du réseau de gaz dans le grand Sud-ouest, tandis que GRTgaz opérait dans le reste du pays.

C'est TIGF qui porte principalement en France le projet de gazoduc contesté MidCat, visant à relier l'Espagne à la France, et d'assurer ainsi des débouchés aux terminaux méthaniers espagnols (VOIR L'ÉTUDE DE CAS DANS CE RAPPORT).

GRTgaz est plus réticente pour des raisons de coût et probablement de concurrence avec le gaz en provenance des terminaux méthaniers d'Engie. Mais la firme a dans ses tiroirs un projet tout aussi contestable, le gazoduc Éridan dans la vallée du Rhône, dont le tracé longe les installations nucléaires de Marcoule et du Tricastin. Les deux projets participent de la même logique : pouvoir faire circuler des quantités massives de gaz d'un bout à l'autre du continent dans le cadre d'un commerce entièrement libéralisé.

Une grande partie des décisions en ce domaine se prenant au niveau européen, aussi bien GRTgaz que TIGF sont présentes à Bruxelles, à la fois directement et via le lobby ENTSO-G (VOIR LA SECTION QUI LUI EST CONSACRÉE DANS CE RAPPORT), dont les prévisions de consommation surestimées contribuent à encourager l'Europe dans la voie d'une inflation d'infrastructures gazières.

Les géants français de l'énergie – Total, Engie et EDF – sont tous actifs dans le secteur du gaz ailleurs en Europe et dans le monde, depuis l'extraction jusqu'à la distribution en passant par le transport.

Les acteurs du lobbying gazier en France

L'**Association française du gaz (AFG)**, lobby officiel du secteur gazier en France, est largement dominée par Total, Engie et leurs filiales. Chargée de porter la bonne parole du gaz en France, elle est également active au niveau européen.

Uprigaz (Union professionnelle des industries privées du gaz) est une structure complémentaire qui ne regroupe que les acteurs privés. Sur les dossiers liés aux hydrocarbures non conventionnels, ces deux structures sont souvent soutenues par l'**Union française des industries pétrolières (UFIP)**, lobby français du pétrole.

La plupart des industriels intéressés par le développement du gaz de schiste avaient créé en 2015 leur propre structure de lobbying, censé apporter des informations « objectives » sur cette ressource et ses risques, le **Centre hydrocarbures non conventionnels**, qui vient toutefois de cesser ses activités.

Ce lobbying direct est complété par les relais de l'industrie gazière dans les médias ou les institutions de recherche et d'enseignement. L'**Institut français du pétrole – énergies nouvelles (IFP-EN)** est une structure de recherche parapublique très liée dans les faits aux intérêts du secteur privé, qui a par exemple envoyé un expert dans le groupe consultatif « gaz de schiste » mis en place par la Commission européenne. Dans le cadre de leur politique de mécénat, des entreprises comme Total ou Engie financent également à des degrés divers de nombreux établissements d'enseignement supérieur. L'université de Pau, à proximité de la zone d'extraction de Lacq, a par exemple des liens historiques très étroits avec Total.

À ces relais s'ajoutent bien entendu certains élus locaux et nationaux, particulièrement lorsqu'ils sont issus de lieux d'implantation de l'industrie gazière. Dans le cadre de l'examen de la loi Hulot sur la fin des hydrocarbures en France, on a ainsi vu les députés du Sud-ouest faire front commun pour que leur région soit exemptée de ses principales dispositions.¹⁴⁷

Les autres industriels

Les entreprises de services à l'industrie pétrolière comme **Technip** ou **Vallourec** et les entreprises de BTP sont elles aussi directement intéressées à la construction de grandes infrastructures gazières, en tant que sources de profit. **Bouygues** et Entrepouse (Vinci) se sont partagées le marché du terminal méthanier de Dunkerque. À l'étranger, Vinci assure également la construction d'une partie du Trans Adriatic Pipeline en Grèce et en Albanie¹⁴⁸ (VOIR L'ÉTUDE DE CAS SUR CE PROJET). Ces deux entreprises citent les projets de financements de grosses infrastructures comme l'un des sujets sur lesquels ils font du lobbying au niveau européen.

L'industrie chimique (**Solvay, Arkema, Air Liquide...**) est également une fervente promotrice du gaz, qui constitue pour elle une matière première, et notamment du gaz de schiste, en France et en Europe. Une position défendue directement et via les associations professionnelles françaises et européennes du secteur chimique. D'autres industriels sont potentiellement intéressés par le développement des gaz non conventionnels en France et dans les autres pays, en particulier dans le secteur du traitement des eaux usées (en particulier Veolia).

Le territoire français est directement concerné par la politique de développement de grandes infrastructures gazières, avec un nouveau terminal méthanier inauguré en 2017 à Dunkerque par EDF et deux projets de gazoducs, MidCat et Éridan

NOTES

- 1 Rendez-vous tenus entre novembre 2014 et août 2017.
- 2 Parmi lesquelles Corporate Europe Observatory, Friends of the Earth Europe, Climate Action Network Europe, Greenpeace et autres organisations environnementalistes.
- 3 Présentation de Hamza Hamouchene (War on Want) à la conférence « Fossil Fuel Lock-in: why gas is a false solution », 26-28 septembre 2016, voir <http://www.rosalux.eu/topics/social-ecological-transformation/fossil-fuel-lock-in-why-gas-is-a-false-solution/>
- 4 Nick van den Voort and Frank Vanclay, 'Social impacts of earthquakes caused by gas extraction in the Province of Groningen', Environmental Impact Assessment Review, Vol. 50, 01.2015, p. 1-15, [http://www.rug.nl/research/portal/publications/social-impacts-of-earthquakes-caused-by-gas-extraction-in-the-province-of-groningen-the-netherlands\(37612317-89ef-4045-993a-21e84a19afbb\)/export.html](http://www.rug.nl/research/portal/publications/social-impacts-of-earthquakes-caused-by-gas-extraction-in-the-province-of-groningen-the-netherlands(37612317-89ef-4045-993a-21e84a19afbb)/export.html)
- 5 Présentation de Emma Hughes (Platform) à la conférence « Fossil Fuel Lock-in: why gas is a false solution », 26-28 septembre 2016, voir <http://www.rosalux.eu/topics/social-ecological-transformation/fossil-fuel-lock-in-why-gas-is-a-false-solution/>
- 6 Voir https://www.ipcc.ch/pdf/assessment-report/ar5/wg1/supplementary/WG1AR5_Ch08SM_FINAL.pdf
- 7 Robert W. Howarth, 'A bridge to nowhere: methane emissions and the greenhouse gas footprint of natural gas', présentation à la conférence « Fossil Fuel Lock-in: why gas is a false solution », 26-28 septembre 2016, http://www.rosalux.eu/fileadmin/user_upload/Powerpoints/Howarth-Cornell-Natural-gas-methane-after-cop21.pdf
- 8 Eurostat, 'Natural Gas Consumption Statistics', juillet 2017, http://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Natural_gas_consumption_statistics
- 9 Calculs de Food & Water Europe, 15 août 2017, sur la base de données brutes de Gas Infrastructure Europe, ALSI, LNG data, <https://alsi.gie.eu/#/>
- 10 L'Agence internationale de l'énergie prédit 30% de réduction d'ici 2040 par rapport au niveau de 2015, lequel était inférieur de 10% au niveau actuel, soit une réduction de 40%. Présentation par Rodrigo Pinto Scholtbach (AIE) au 29e Forum de Madrid, 6-7 octobre 2016, voir https://ec.europa.eu/energy/sites/ener/files/documents/mf_29_presentations.zip
- 11 La nouvelle liste, qui, au moment où ces lignes étaient écrites, comptait 130 projets gaziers candidats, sera sélectionnée avant la fin de l'année 2017.
- 12 Le Troisième Paquet Énergie inclut deux directives (sur les règles du marché intérieur de l'électricité et sur les règles du marché intérieur du gaz naturel) et trois règlements (sur la mise en place de l'Agence de coopération des régulateurs de l'énergie, sur l'accès au réseau pour l'électricité transfrontalière et pour l'accès aux réseaux de transmission de gaz), voir <https://ec.europa.eu/energy/en/topics/markets-and-consumers/market-legislation>
- 13 Les chiffres portent sur les déclarations des entreprises quant à leurs activités en 2016, lorsqu'elles étaient disponibles – et par défaut sur la dernière mise à jour de leur entrée dans le registre. Les déclarations de dépenses de lobbying se faisant par franchise, p.ex. €100 000-€200 000, nous nous sommes basés sur le seuil supérieur. Tous les chiffres ont été vérifiés en date du 31 août 2017, où la base de données a été téléchargée depuis www.lobbyfacts.eu
- 14 Financial Times, Jamie Smyth, 17 août 2017, 'Shell takes \$14bn gas gamble with world's biggest floating structure', <https://www.ft.com/content/fa529dd8-832f-11e7-94e2-c5b903247afd7mha5j=e5>
- 15 Lorsque nous avons demandé une liste de rendez-vous à la DG Énergie et à la DG Climat, celles-ci ont refusé, prétendant que cette liste n'existait pas. D'autres DG ont cependant par le passé fourni des listes de ce type à partir des informations disponibles. Pour la DG Énergie voir https://www.asktheeu.org/es/request/general-meetings_gas_industry_si#incoming-13351 ; pour la DG Climat voir https://www.asktheeu.org/es/request/midcat_2015_clima#incoming-13683
- 16 Ces deux consultations portaient sur la 'Stratégie de l'UE pour le GNL et le stockage du gaz' et sur la 'Révision du Règlement (EU) No 994/2010 concernant les mesures pour sauvegarder la sécurité d'approvisionnement', toutes deux dans le cadre du Paquet Hiver. Voir <https://ec.europa.eu/energy/en/consultations/consultation-revision-regulation-eu-no-9942010-concerning-measures-safeguard-security> and <https://ec.europa.eu/energy/en/consultations/consultation-eu-strategy-liquefied-natural-gas-and-gas-storage>
- 17 Site du Cefic, 'Cefic's board and Executive Committee Members', page vue le 6 octobre 2017, <http://www.cefic.org/About-us/How-Cefic-is-organised/Executive-Committee-Board/>
- 18 Friends of the Earth Europe, 'Fracking Brussels: A who's who of the shale gas lobby', 2014, http://www.foeeurope.org/sites/default/files/publications/foee-fracking-brussels-240714_1.pdf
- 19 Food and Water Watch, 'Celts Oppose Fracking While Dragon Ships Bring U.S. Fracked Gas', 3 juin 2017, <https://www.foodandwaterwatch.org/news/celts-oppose-fracking-while-dragon-ships-bring-us-fracked-gas>
- 20 Corporate Europe Observatory, 'Dirty Hands on Dirty Deals', 2015 http://www.s2bnetwork.org/wp-content/uploads/2015/09/dirtydeals_small.pdf
- 21 General electric, communiqué de presse, 'GE completes acquisition of Alstom power and grid businesses', 2 novembre 2015, <http://www.genewroom.com/press-releases/ge-completes-acquisition-alstom-power-and-grid-businesses-282159>
- 22 Changerism, 'A Pipeline of Ideas: How the Rotterdam School of Management facilitates climate change by collaborating with the fossil fuel industry', 2017, <https://dynamic.decourrespondent.nl/downloads/jelmer-mommers/changerism-a-pipeline-of-ideas.pdf>
- 23 For more information see <http://www.oilandgasclimateinitiative.com/>
- 24 Bloomberg, 'Exxon, Chevron Say No Thanks to European Peers on Climate', 27 mai 2015, <http://www.bloomberg.com/news/articles/2015-05-27/exxon-ceo-says-it-won-t-give-lip-service-on-climate>
- 25 BusinessEurope, 'BUSINESSEUROPE position on security of gas supply', 13 janvier 2016, https://www.busesseurope.eu/sites/buseur/files/media/position_papers/iaco/2016-01-13_security_of_gas_supply.pdf
- 26 Site de la Commission européenne, 'List of actions selected for receiving financial assistance under the second CEF Energy 2016 call for proposals', https://ec.europa.eu/energy/sites/ener/files/documents/list_of_all_projects_receiving_eu_support_under_the_current_call.pdf
- 27 Site de la Commission européenne, 'Consultation on an EU Strategy for liquefied natural gas and gas storage', <https://ec.europa.eu/energy/en/consultations/consultation-eu-strategy-liquefied-natural-gas-and-gas-storage>
- 28 Les entités qui n'ont pas actualisé leur entrée dans le registre mais ont tout de même été incluses dans ce rapport sont : Club Español De La Energia; ERG spa; European Gas Limited; Forum Odbiorców Energii Elektrycznej i Gazu; Iberian Gas Hub (Sociedad Bilbao Gas Hub); Shannon LNG Ltd; Représentation de SOCAR en Belgique; SPP - distribúcia, a.s.; Verbundnetz Gas AG. Les informations ont été prises dans le site LobbyFacts.eu, qui préserve l'historique des données du registre, voir <https://www.lobbyfacts.eu>
- 29 Journal officiel de l'Union européenne, 'REGULATION (EC) No 715/2009 OF THE EUROPEAN PARLIAMENT AND OF THE COUNCIL of 13 July 2009 on conditions for access to the natural gas transmission networks and repealing Regulation (EC) No 1775/2005', <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2009:211:0036:0054:EN:PDF>
- 30 Site web de l'ENTSO-G, 'Mission', <https://www.entsog.eu/mission>
- 31 Ce plan est connu formellement sous le nom de « Plan de développement du réseau à dix ans ». Voir le plan 2017 ici : https://www.entsog.eu/public/uploads/files/publications/TYNDP/2017/entsog_tyndp_2017_main_170428_web_xs.pdf
- 32 Commission européenne, DG Energy, Funding for Projects of Common Interest, page accédée au 7 octobre 2017, <https://ec.europa.eu/energy/en/topics/infrastructure/projects-common-interest/funding-projects-common-interest>
- 33 Friends of the Earth Europe, Hiding in plain sight: how the EU's gas lobby is at the heart of EU energy policy making, 2017, https://www.foeeurope.org/sites/default/files/extractive_industries/2017/entso-g_fossil_free_europe_report_vfinal.pdf
- 34 Voir TEN-E Regulation - N°347 (2013), article XI, <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/en/TXT/?uri=celex%3A32013R0347>
- 35 E3G, 'Europe's declining gas demand: trends and facts about gas consumption', 2015, https://www.e3g.org/docs/E3G_Trends_EU_Gas_Demand_June2015_Final_110615.pdf
- 36 Registre de transparence de la Commission européenne, entrée ENTSO-G, accédé le 6 octobre 2017 <http://ec.europa.eu/transparencyregister/public/consultation/displaylobbyist.do?id=565032821273-72>
- 37 Les trois amendements similaires étaient les suivants : AM 656 (ECR), 657 (EPP), 659 (S&D) (voir p.146 of <http://www.europarl.europa.eu/sites/getDoc.do?pubRef=-//EP//NONSGML+COMPARG+PE-585.421+01+DOC+PDF+V0//EN&language=EN>)
- 38 Robert W. Howarth, 'A bridge to nowhere: methane emissions and the greenhouse gas footprint of natural gas', présentation à la conférence « Fossil Fuel Lock-in: why gas is a false solution », 26-28 septembre 2016, http://www.rosalux.eu/fileadmin/user_upload/Powerpoints/Howarth-Cornell-Natural-gas-methane-after-cop21.pdf
- 39 Christophe McGlade et Paul Ekins, 'The geographical distribution of fossil fuels unused when limiting global warming to 2°C', Nature, 517 (7533) pp.187-190, <http://www.nature.com/nature/journal/v517/n7533/full/nature14016.html?toctocback=true>
- 40 EnergyPost, Karel Beckman, 'Steve Holliday, CEO National Grid: "The idea of large power stations for baseload is outdated"', 11 septembre 2015, <http://energypost.eu/interview-steve-holliday-ceo-national-grid-idea-large-power-stations-baseload-power-outdated/>
- 41 Catherine Mitchell, 'Momentum is increasing towards a flexible electricity system based on renewables', 1er février 2016, Nature Energy, <https://www.nature.com/articles/nenergy201530>
- 42 World Meteorological Organization, 'WMO confirms 2016 as hottest year on record, about 1.1°C above pre-industrial era', 18 janvier 2017, <https://public.wmo.int/en/media/press-release/wmo-confirms-2016-hottest-year-record-about-1-1C2%B0c-above-pre-industrial-era>
- 43 Lettre envoyée le 16 octobre 2017 à la Commission européenne par des groupes de la société civile au sujet de la préparation de la 3e liste des Projets d'intérêt commun dans le secteur de l'énergie, <https://cloud.foeeurope.org/index.php/s/ICFMPNAT1MGtz2G>
- 44 E3G, 'More Security, Lower Cost A Smarter Approach To Gas Infrastructure In Europe', 2016, http://www.climateaction.org/sites/default/files/e3g_more_security_lower_cost_-_gas_infrastructure_in_europe_-_mar_2016.pdf
- 45 Eurostat, 'Natural Gas Consumption Statistics', juillet 2017, http://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Natural_gas_consumption_statistics
- 46 Ceci est en partie dû à la législation européenne, qui a démantelé plusieurs grandes entreprises énergétiques publiques et a forcé à la séparation et à la vente des divers maillons de la filière – pas toujours avec les résultats escomptés.
- 47 CDP, 'The Carbon Majors Database: CDP Carbon Majors Report 2017', 2017, <https://b8f65cb373b1b7b15feb-c70d8ead6ced550b4d987d7c03fcd1d.ssl.cf3.rackcdn.com/cms/reports/documents/000/002/327/original/Carbon-Majors-Report-2017.pdf?1501833772>

- 48 Le membre français GRTgaz est une filiale d'Engie, et sa compatriote TIGF a été vendue par Total en 2013 à EDF et Snam ; la firme hongroise FGSC est une filiale de MOL tandis que le membre néerlandais Gasunie a été fondé par Shell et lui est encore étroitement lié.
- 49 Registre de transparence de la Commission européenne, entrée Gas Infrastructure Europe , <http://ec.europa.eu/transparencyregister/public/consultation/displaylobbyist.do?id=76130992074-15> page accédée le 1er octobre 2017
- 50 Commission européenne, site de la DG Concurrence, 'Gas', accédé le 7 octobre 2017, http://ec.europa.eu/competition/sectors/energy/gas/gas_en.html
- 51 Site d'Engie, "Natural gas at the heart of energy transition", accédé le 7 octobre 2017, <http://www.engie.com/en/natural-gas-energy-transition/>
- 52 GRAIN, 'The Exxons of Agriculture', 2015, <https://www.grain.org/article/entries/5270-the-exxons-of-agriculture>
- 53 Ibid.
- 54 Fertilizers Europe, (2012), Faster Forward to Competitive Gas & Sustainable Agriculture in Europe, http://www.fertilizereurope.com/fileadmin/user_upload/publications/trade_economy_publications/Gas_publication_final_lo_res.pdf
- 55 Gas4Sea, 'The Right Time for LNG', <http://www.gas4sea.com/the-right-time-for-lng/>
- 56 Les deux autres sections de ce gazoduc sont la Southern Caucas Pipeline Expansion depuis l'Azerbaïdjan jusqu'à la frontière turque à travers la Géorgie, et le Trans Anatolian Pipeline (TANAP) à travers la Turquie jusqu'à la Grèce.
- 57 Reuters, Fouche et Solsvik, 'Statoil exits Shah Deniz gas project with stake sale to Petronas', 13 octobre 2014, <https://www.reuters.com/article/us-statoil-petronas-shahdeniz/statoil-exits-shah-deniz-gas-project-with-stake-sale-to-petronas-idUSKCN01209020141013>
- 58 Site web de TAP AG, 'TAP at a glance', accédé le 7 octobre 2017, <https://www.tap-ag.com/the-pipeline>
- 59 Eurogas, 'More gas use in 2015 and 2016 makes CO2 emissions tumble', 10 avril 2017, <http://www.gasnaturally.eu/mediaroom/download/164/document/eurogas-press-release--more-gas-use-in-2015-and-2016-makes-co2-emissions-tumble.pdf>
- 60 Platform London, 'Bribes, bulldozers and BP: what makes a gas mega pipeline?', 7 septembre 2017, <http://platformlondon.org/2017/09/07/bribes-bulldozers-and-bp-what-makes-a-gas-mega-pipeline/>
- 61 Voir leur page Facebook : https://www.facebook.com/MovimentoNoTAP/?source=conf&utm_medium=email&utm_source=actionkit
- 62 European Stability Initiative, 'Caviar diplomacy: how Azerbaijan silenced the Council of Europe', 2012, http://www.esiweb.org/pdf/esi_document_id_131.pdf
- 63 Voir Paolo Mondani, 'Transcript of news programme 'Caviar Democracy'', 21 novembre 2016, Rai TV, http://www.rai.it/dl/docs/1481650085978caviar_democracyOKOK.pdf; sur le rapport relatif aux prisonniers politiques au Conseil de l'Europe, voir ESI, 'Azerbaijan debacle: The PACE debate on 23 January 2013, 21 février 2013, http://www.esiweb.org/index.php?lang=en&id=156&document_ID=136
- 64 Anna Mazonne, 'Azerbaijan: Pino Arlacchi Embarrasses Europe', 29 octobre 2013, Panorama.am, <http://www.panorama.am/en/politics/2013/10/29/panorama-italy-about-az/>
- 65 The Guardian, Luke Harding, Caelainn Barr and Dina Nagapetyants, 'UK at centre of secret \$3bn Azerbaijani money laundering and lobbying scheme', 4 septembre 2017, <https://www.theguardian.com/world/2017/sep/04/uk-at-centre-of-secret-3bn-azerbaijani-money-laundering-and-lobbying-scheme>
- 66 Le Procureur général de la Bulgarie a ouvert une enquête sur Mitrev, de nationalité bulgare, voir Sofia Globe, 'Azerbaijani laundromat' reports: Bulgarian Prosecutor-General orders probe of Mitrev', 7 septembre 2017, <http://sofiaglobe.com/2017/09/07/azerbaijani-laundromat-reports-bulgarian-prosecutor-general-orders-probe-of-mitrev/> ; dans le même temps, le président de la Southern Gas Corridor Closed Joint Stock Company (SGCCJSC), Yaqub Eyyuboc (également vice-premier ministre principal d'Azerbaïdjan) « a lui aussi utilisé une société offshore au cœur du scandale de la lessiveuse azérie pour payer des factures médicales se chiffrant en milliers de dollars... Au même moment, un compte bancaire localisé à Budapest appartenant à l'un de ses fils recevait des millions à travers la lessiveuse. » Eyyuboc est considéré comme l'un des politiques les plus puissants de l'Azerbaïdjan, et est chargé de la stratégie politique et gazière du pays depuis 2009. Voir Organised Crime and Corruption Reporting Project (OCCRP), 'Azerbaijan's High-Profile Beneficiaries', 5 septembre 2017, <https://www.occrp.org/en/azerbaijanilaundromat/azerbaijans-high-profile-beneficiaries>
- 67 Ilgar Mammadov, 'A letter from an inmate of the Southern Gas Corridor', 20 janvier 2017, <https://www.opendemocracy.net/od-russia/ilgar-mammadov/open-letter-from-inmate-of-southern-gas-corridor>
- 68 Entrée TEAS sur le site LobbyFacts, accédée le 28 septembre 2017, <https://lobbyfacts.eu/representative/79cf5f9b402e4201bce34b76ad2893c1/the-european-azerbaijan-society-brussels-and-benelux-office>
- 69 Site web de Dentons, 'James E. Hogan, Office Managing Partner', <https://www.dentons.com/en/james-hogan>
- 70 The European Energy Forum, 'Programme', 16 janvier 2014, <http://www.ibde.org/component/content/article/240-programme-european-energy-forum.html>
- 71 TEAS, 'TEAS moves and renames office to TEAS Benelux', 5 octobre 2016, <http://teas.eu/press-release-new-name-new-office-teas-benelux-diplomatic-heart-brussels>
- 72 L'Echo, Lars Bové et Pieter Haec, 'Des sociétés belges arrosées par l'Azerbaïdjan', 5 septembre 2017, <https://www.lecho.be/economie-politique/belgique-general/Des-societes-belges-arrosees-par-l-Azerbaïdjan/9929061>; L'Echo, Lars Bové, 'Alain Destexhe compromis par de l'argent azéri', 12 septembre 2017, <https://www.lecho.be/economie-politique/belgique-general/Alain-Destexhe-compromis-par-de-l-argent-aze-ri/9931304?ckc=1&ts=150702287>
- 73 De Tijd, Lars Bové, 'Verwiltgen stopt als lobbyist voor Azerbeïdzjan', 7 septembre 2017, <https://www.tijd.be/politiek-economie/belgie-federaal/Verwiltgen-stopt-als-lobbyist-voor-Azerbeïdzjan/9929791>
- 74 Fluxys a reçu et continue de recevoir un soutien au titre des PIC pour de nombreux projets, directement, via des filiales ou via des joint ventures, p.ex. Fluxys TENP, Interconnector UK and Swedegas.
- 75 Fluxys, website, 'Shareholder Structure on 31.12.2016', accédé le 29 septembre 2017, <http://www.fluxys.com/belgium/en/Financier%20info/ShareholdersStructure/Shareholders>
- 76 TEAS, 'Azerbaijani And Belgian Energy Specialists Discuss Future Dynamic Collaboration', 18 mars 2015, <http://teas.eu/press-release-azerbaijani-and-belgian-energy-specialists-discuss-future-dynamic-collaboration>
- 77 Ibid.
- 78 Maroš Šefčovič, Vidéo : 'Visit of Maroš Šefčovič, Vice-President of the EC to Azerbaijan: opening speech, at the 3rd Ministerial Meeting of the Southern Gas Corridor Advisory Council', 23 février 2017, <https://ec.europa.eu/avservices/video/player.cfm?ref=1133927>
- 79 Correspondance entre Counter Balance et Maroš Šefčovič, consultée par Corporate Europe Observatory.
- 80 Reuters, Alissa Carbonnel and Oleg Vukmanovic, 'EU gets wake-up call as Gazprom eyes rival TAP pipeline', 14 février 2017, <http://uk.reuters.com/article/uk-gazprom-eu-tap/eu-gets-wake-up-call-as-gazprom-eyes-rival-tap-pipeline-idUKKBN15T27M>
- 81 Pour des informations plus détaillées sur le travail des entreprises de relations publiques pour les énergies sales au niveau de l'UE, voir Corporate Europe Observatory, 'The climate smokescreen - PR companies lobbying for big polluters in Europe', 2015, <https://corporateeurope.org/climate-and-energy/2015/12/europe-pr-firms-greenwashing-big-polluters>
- 82 Les chiffres sont basés sur les déclarations dans le registre de transparence, en utilisant le montant maximal de la tranche choisie ; p.ex. €100 000-200 000 est comptabilisé comme €200 000.
- 83 Corporate Europe Observatory, 'Foot on the Gas: Lobbyists push for unregulated shale gas in Europe', 2012, https://corporateeurope.org/sites/default/files/shale_gas_lobby_final.pdf
- 84 Un courrier électronique, consulté par CEO, a été envoyé le 27 mars 2017 aux assistants des eurodéputés par FTI Consulting les invitant à assister à l'événement 'Have your say' de ExxonMobil.
- 85 Fleishman-Hillard a des clients dans le pétrole et le gaz, le gaz de schiste, les mines, ainsi que parmi les banques qui ont encore des investissements importants dans les énergies fossiles. Ils incluent SHV Energy, Exxon, l'opérateur de réseau gazier français GRDF, le lobby de la chimie Cefic, Centrica, Eurelectric, BP, Enel et Snam. Voir leur page sur le site LobbyFacts <https://lobbyfacts.eu/representative/9fcd8aa5ed924ac899657be9f5faab1e/fleishman-hillard>
- 86 GasNaturally, Déclaration conjointe d'un groupe d'associations professionnelles, '2016, time to deliver... an ambitious power market reform', 2016, http://www.gasnaturally.eu/uploads/Joint_Declaration_by_a_Group_of_Industry_Associations_2.pdf
- 87 GasNaturally, 'GasNaturally joins industry associations in urging the EU to deliver a flexible and dynamic electricity market', 6 avril 2016, <http://www.gasnaturally.eu/mediaroom/147/39/GasNaturally-joins-industry-associations-in-urging-the-EU-to-deliver-a-flexible-and-dynamic-electricity-market>
- 88 Free Choice, 'White Paper: Policy Recommendations for Sustainable Rural Communities in Europe', 2012, <http://www.rural-energy.eu/uploads/documents/freewhitepaper.pdf>
- 89 Gas Infrastructure Europe, 'Gas Makes a Clean Future Real for Europe. Launch of the 'GasNaturally' initiative to demonstrate the importance of gas in the Energy Roadmap 2050', 6 décembre 2011, <http://www.gie.eu/index.php/13-news/gie/140-press-release-gie-06-12-2011>
- 90 Ibid.
- 91 Pour plus d'informations, voir <http://makepowerclean.eu/>
- 92 GPlus déclare un revenu de €100 000-€200 000 de Gazprom Exports dans le registre, mais indique par ailleurs que les « revenus liés à leur travail sur la politique de concurrence » sont exclus de sa déclaration, alors que c'est exactement le genre de travail qu'il effectue pour le compte de Gazprom. Des enquêtes de EUObserver ont également révélé que Gazprom verse des millions pour les services d'une entreprise appartenant à la société mère de GPlus, Omnicom, ce qui signifie que le montant du contrat entre GPlus et Gazprom pourrait être bien plus élevé. <https://euobserver.com/foreign/128403>
- 93 Dans l'entrée sur le registre de GPlus est cité comme client 'Ketchum (Sigma)', la firme de relations publiques du Kremlin à Washington. Dans son entrée au registre de 2014, Ketchum était listée comme 'Ketchum (pour la Fédération russe)'. Voir <https://web.archive.org/web/20140405065311/http://ec.europa.eu/transparencyregister/public/consultation/displaylobbyist.do?id=7223777790-86>
- 94 Site de GPlus Europe, 'Time Price, deputy chairman', <http://gpplus europe.com/team/tim-price/>
- 95 Euobserver, Andrew Rettman, 'Putin threatens to cut gas to Ukraine, EU countries', 10 avril 2014, <https://euobserver.com/economic/123820>
- 96 Energy Post, Danila Bochkarev, 'Gazprom plays ball: the depoliticization of the European gas market', 25 janvier 2017, <http://energypost.eu/depoliticization-european-gas-market/>
- 97 GasNaturally a adressé deux lettres ouvertes aux chefs d'État avant les rencontres du Conseil européen, en mars et octobre 2014. Voir GasNaturally, 'GasNaturally shares its views on EU 2030 Framework with Heads of State ahead of European Council', 17 mars 2014, <http://www.gasnaturally.eu/mediaroom/120/40/GasNaturally-shares-its-views-on-EU-2030-Framework-with-Heads-of-State-ahead-of-European-Council>; GasNaturally, 'Open Letter to Heads of State regarding the 2030 Framework', 21 octobre 2014, <http://www.gasnaturally.eu/mediaroom/129/40/Open-Letter-to-Heads-of-State-regarding-the-2030-Framework>
- 98 Site de GasNaturally, 'Innovation at Gas Week 2016', accédé le 9 octobre 2017, <http://www.gasnaturally.eu/events/gasweek-2016>
- 99 Durant la Gas Week 2014 <http://www.gasnaturally.eu/events/gas-week-2014/debate-energy-infrastructure-and-security-of-supply> ; Durant la Gas Week 2015 <http://www.gasnaturally.eu/gas-week-2015/test> ; lors d'un dîner en juillet 2017 <http://www.gasnaturally.eu/mediaroom/168/83/Debate-hosted-by-MEP-Adina-Ioana-Valean-finds-gas-is-key-to-delivering-effective-and-affordable-Clean-Energy-Package>

- 100 FOEE, 'Fracking Brussels: A who's who of the shale gas lobby', 2014, http://www.foeeurope.org/sites/default/files/publications/foee-fracking-brussels-240714_1.pdf
- 101 Corporate Europe Observatory et Friends of the Earth Europe, 'Ending the affair between polluters and politicians', 2014, <https://corporateeurope.org/climate-and-energy/2014/03/ending-affair-between-polluters-and-politicians>
- 102 The Guardian, Arthur Neslen, 'Fossil fuel firms accused of renewable lobby takeover to push gas', 22 janvier 2015, <https://www.theguardian.com/environment/2015/jan/22/fossil-fuel-firms-accused-renewable-lobby-takeover-push-gas>
- 103 Ibid.
- 104 Entrée du Groupe de coordination pour le gaz dans le registre des groupes d'experts, 'Details', accédé le 29 septembre 2017, <http://ec.europa.eu/transparency/regexpert/index.cfm?do=groupDetail.groupDetail&groupID=1096>
- 105 Les associations professionnelles qui siègent dans le groupe sont Eurelectric, Eurogas, Euroheat & Power, European Federation of Energy Traders (EFET), ENTSG-G, Gas Infrastructure Europe (GIE), International Association of Oil and Gas Producers (IOGP), et l'International Federation of Industrial Energy Consumers (IFIIEC) Europe.
- 106 Au sein du Groupe de coordination pour le gaz, Exxon occupe un des sièges de l'IOGP, Fluxys l'un de ceux de GIE, Engie et RWE d'Eurelectric, et l'entreprise d'engrais Yara et la firme chimique Solvay occupent chacune un siège de l'IFIIEC Europe, voir <http://ec.europa.eu/transparency/regexpert/index.cfm?do=groupDetail.groupDetail&groupID=1096&NewSearch=1&NewSearch=1>
- 107 Corporate Europe Observatory, 'The Commission's new rules on Expert Groups: the good, the bad, the ugly and the even uglier', juin 2016, <https://corporateeurope.org/expert-groups/2016/06/commissions-new-rules-expert-groups-good-bad-ugly-and-even-uglier>
- 108 Corporate Europe Observatory et Friends of the Earth Europe, 'Carte Blanche for Fracking: How the European Commission's new advisory group is letting the shale gas industry set the agenda', 2015, <https://corporateeurope.org/climate-and-energy/2015/04/carte-blanche-fracking>
- 109 Commission européenne, 'Transatlantic knowledge sharing conference on unconventional hydrocarbons: resources, risks, impact and research needs', 20-21 juin 2017, https://europa.eu/newsroom/events/transatlantic-knowledge-sharing-conference-unconventional-hydrocarbons-resources-risks-impact_en
- 110 Mike Bradshaw, 'Public Understanding of the Environmental and Social Impact of Shale Gas Development', Présentation à la conférence 'Transatlantic knowledge sharing conference on unconventional hydrocarbons: resources, risks, impact and research needs', 21 juin 2017, <https://ec.europa.eu/jrc/sites/jrcsh/files/p41-bradshaw.pdf>
- 111 Commission européenne, 'High Level Group on Central and South Eastern Europe Gas Connectivity – CESEC, Terms of Reference', 9 février 2015, https://ec.europa.eu/energy/sites/ener/files/documents/CESEC%20MoU%20Annex%201_Terms%20of%20Reference%20HLG%20CESEC_FINAL%209%20February%20Sofia.pdf
- 112 Site de la Commission européenne, 'Baltic Energy Market Interconnection Plan', accédé le 8 octobre 2017, <https://ec.europa.eu/energy/en/topics/infrastructure/baltic-energy-market-interconnection-plan>
- 113 Site de la Commission européenne, 'Madrid Forum, 19 October 2017 to 20 October 2017', <https://ec.europa.eu/energy/en/events/madrid-forum>, accédé le 26 mai 2017.
- 114 En 2014 et 2015 il n'y avait aucun participant de la société civile. Pour la liste complète des participants, voir <https://ec.europa.eu/energy/en/madrid-forum-previous-meetings>
- 115 Commission européenne, '27th Gas Regulatory Forum Attendance List of 20 and/or 21 April 2015', <http://ec.europa.eu/energy/sites/ener/files/documents/GASFORUM-attendance.pdf>
- 116 Commission européenne, 'Twenty-ninth meeting of the European Gas Regulatory Forum 6-7 October 2016', 7 October 2016, https://ec.europa.eu/energy/sites/ener/files/documents/29th_mf_conclusions_adopted.pdf
- 117 Corporate Europe Observatory, 'Driving Into Disaster: How the EU's Better Regulation agenda fuelled Dieselgate', 2017, <https://corporateeurope.org/power-lobbies/2017/02/driving-disaster>
- 118 Il doit transporter 7 milliards de mètres cubes par an, faisant passer l'interconnexion totale entre la France et l'Espagne à 15,1 milliards de mètres cubes par an.
- 119 ODG, 'Trampa Global del Gas: un puente al desastre', 2017, http://www.rosalux.eu/fileadmin/user_upload/Publications/2017/Trampa_global_del_gas.pdf
- 120 SEPI, l'entreprise d'État espagnole qui gère les participations du gouvernements dans différentes firmes, possède 5% d'Enagás. Pour plus d'informations, voir <http://www.sepi.es/default.aspx?cmd=0004&IdContent=30396&IdLanguage=>
- 121 #YoIBEXtigo, José Bautista, 'Las puertas giratorias de Enagás: récord de consejeros del PP', 21 juillet 2017, <https://www.yoibextigo.lamarea.com/informe/enagas/quienes-son/puertas-giratorias-enagas/>
- 122 La municipalité de Viladecavalls a rejeté la construction du gazoduc en arguant du fait que le tracé approuvé avait été modifié, voir Europa Press, 'Enagas confía en desbloquear el gasoducto con Francia por Catalunya entre finales de año y 2013', 15 mai 2012, <http://www.europapress.es/catalunya/noticia-enagas-confia-desbloquear-gasoducto-francia-catalunya-finales-ano-2013-20120515115347.html>
- 123 La 3e interconnexion entre Espagne et Portugal a également obtenu le statut de PIC.
- 124 Commission européenne, 'Déclaration de Madrid', 4 mars 2015, <https://ec.europa.eu/energy/sites/ener/files/documents/Madrid%20declaration.pdf>
- 125 Réponse donnée par le commissaire Arias Cañete au nom de la Commission à une question de l'eurodéputé Francesc Gambús, <http://www.europarl.europa.eu/sides/getAllAnswers.do?reference=E-2016-000141&language=EN>
- 126 Olivier Aubert, responsable marketing et stratégie de GRTgaz, lors de la conférence GAZELEC 2015, 13-15 octobre, voir <https://congresgazelec.com/bestof.html>
- 127 EurOil - Europe Oil & Gas, 'French regulator questions benefit of MIDCAT pipeline', 23 juin 2016, <https://newsbase.com/topstories/french-regulator-questions-benefit-midcat-pipeline>
- 128 Philippe Vedrenne, d'Engie, lors de la conférence GAZELEC 2015, 13-15 octobre, voir <https://congresgazelec.com/bestof.html>
- 129 CIDOB, 'Opposition to fracking fuels a wider debate', mars 2015, https://www.cidob.org/es/publicaciones/serie_de_publicacion/opinion/mediterraneo_y_oriente_medio/opposition_to_fracking_fuels_a_wider_debate
- 130 Pour davantage d'exemples de portes tournantes entre la Commission et l'industrie énergétique, voir Corporate Europe Observatory, 'Brussels, big energy, and revolving doors: a hothouse for climate change', 2015, <https://corporateeurope.org/revolving-doors/2015/11/brussels-big-energy-and-revolving-doors-hothouse-climate-change>
- 131 Ibid.
- 132 Profil LinkedIn de Matt Hinde, accédé le 16 octobre 2017, <https://www.linkedin.com/in/matt-hinde-838a2bb2/>
- 133 Les deux rapports en question étaient 'Industrial, energy, and other aspects of shale gas and oil', 2012, <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?type=REPORT&reference=A7-2012-0284&language=EN> et 'Energy roadmap 2050, a future with energy', 2012, <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+TA+P7-TA-2013-0088+0+DOC+XML+V0/EN>
- 134 Profil LinkedIn de Constantine Levoyannis, accédé le 16 octobre 2017, <https://www.linkedin.com/in/constantine-levoyannis-24474a50/>
- 135 Site du Greek Energy Forum, 'About', accédé le 16 octobre 2017, <https://www.greekenergyforum.com/about/>
- 136 Revell Group, Terpsi Ketegeni, 'The European Energy Union: Turning the Vision into Reality', 20 mai 2016, <http://www.revellegroup.com/blog/the-european-energy-union-turning-the-vision-into-reality/>
- 137 Voir par exemple : El Diario, 'Energías Renovables, las causas de su freno', 19 septembre 2013, http://www.eldiario.es/canariasahora/energia/Energias-renovables-causas-freno_0_176383420.html; Greenpeace Spain, 'Iberdrola, empresa enemiga de las renovables', 29 mai 2013, <http://www.greenpeace.org/espana/es/reports/iberdrola-empresa-enemiga-de-las-renovables/>; La Sexta, 'Las puertas giratorias responsables de las trabas a la energía solar en España?', mai 2017, http://www.lasexta.com/programas/sexta-columna/noticias/las-puertas-giratorias-responsables-de-las-trabas-a-la-energia-solar-en-espana_20170519591f57490cf25e0177e8b278.html
- 138 Puertas Giratorias, 'energia', accédé le 17 octobre 2017, <http://www.puertasgiratorias.org/>
- 139 Repsol, website, 'Chief Executive Officer, Josu Jon Imaz San Miguel', accédé le 17 octobre 2017, <https://www.repsol.energy/en/about-us/our-team/organizational-chart/josu-jon-imaz/index.cshtml>
- 140 Corporate Europe Observatory, 'The many business dealings of Commissioner-designate Miguel Arias Cañete', 23 septembre 2014, <https://corporateeurope.org/power-lobbies/2014/09/many-business-dealings-commissioner-designate-miguel-arias-canete>
- 141 Avaaz, pétition, 'A «Petrolhead» as the next Climate Commissioner?', https://secure.avaaz.org/en/canete_climate_pa_uk/?pv=81&rc=fb
- 142 Pour en savoir plus, voir le site de Corporate Accountability International (CAI), <https://www.stopcorporateabuse.org/global-tobacco-treaty>
- 143 Desmog Blog, Pascoe Sabido, 'Glacial Progress at Bonn Climate Talks Shows Why we Need to Exclude Big Polluters From Negotiations', 24 mai 2017, <https://www.desmogblog.com/2017/05/24/op-ed-glacial-progress-bonn-climate-talks-shows-why-we-need-exclude-big-polluters-negotiations-at-new-york-times/>, Hiroko Tabuchi, 'Vulnerable Voices' Lash Out as Companies Sway Climate Talks', 16 mai 2017, <https://www.nytimes.com/2017/05/16/climate/corporations-global-climate-talks-bonn-germany.html>
- 144 DesmogUK, Mat Hope, 'European Parliament: Say No to Fossil Fuel Lobbying at International Climate Talks', 4 octobre 2017, <https://www.desmog.uk/2017/10/04/european-parliament-say-no-fossil-fuel-lobbying-international-climate-talks>
- 145 Fatih Birol, économiste en chef de l'AIE, cité dans un communiqué de presse de l'institution, 'The world is locking itself into an unsustainable energy future which would have far-reaching consequences, IEA warns in its latest World Energy Outlook', 9 novembre 2011, <https://www.iea.org/newsroom/news/2011/november/the-world-is-locking-itself-into-an-unsustainable-energy-future.html>
- 146 Voir l'édition française du Lobby Planet Bruxelles publié par Corporate Europe Observatory et l'Observatoire des multinationales, <https://multinationales.org/Energie-finance-agriculture-quand-les-lobbys-bruxellois-sont-francais>
- 147 Lire : http://www.lemonde.fr/planete/article/2017/10/04/nicolas-hulot-remporte-son-premier-test-politique-avec-l-adoption-du-texte-sur-les-hydrocarbures_5195741_3244.html
- 148 Lire : <http://multinationales.org/Des-italiens-se-battent-pour-protger-leurs-oliviers-contre-un-gazoduc-geant>